

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 1085

[S - C - 2002/29141]

**31 JANVIER 2002.** — Décret modifiant certaines dispositions relatives au statut administratif et pécuniaire des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française ainsi que des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>.** — *Modifications à l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'intitulé de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial, tel que remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 octobre 1996, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux. »

**Art. 2.** L'article 1<sup>er</sup> du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 avril 1993 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 octobre 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1<sup>er</sup>. Le présent statut s'applique aux membres du personnel technique temporaire, stagiaire et définitif des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et aux membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux.

Pour l'application du présent arrêté :

1° par « centre » ou « centre psycho-médico-social », il y a lieu d'entendre les centres psycho-médico-sociaux desservant des établissements d'enseignement appartenant à l'enseignement maternel, primaire et secondaire de plein exercice, à l'enseignement spécial et à l'enseignement supérieur et les centres psycho-médico-sociaux desservant des établissements d'enseignement spécial;

2° les notions de « fonction principale » et de « fonction accessoire » sont définies par référence à l'arrêté royal du 15 avril 1958 fixant le statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilés du Ministère de l'Instruction publique;

3° les délais se calculent comme suit :

a) le jour de l'acte qui en constitue le point de départ n'est pas compris;

b) le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, en ce compris les jours fériés de ou dans la Communauté française, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable;

4° l'exercice débute le 1<sup>er</sup> septembre d'une année et se termine le 31 août de l'année suivante.

L'emploi dans le présent arrêté des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier. »

**Art. 3.** A l'article 2, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 avril 1993 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 octobre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° au point 1, lettre d), les termes « dans un centre de l'Etat » sont supprimés;

2° au point 3, lettre a), les termes « d'un centre psycho-médico-social de l'Etat ou d'un centre psycho-médico-social pour l'enseignement spécial de l'Etat » sont supprimés.

**Art. 4.** L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3. Les membres du personnel technique exercent leurs missions dans l'intérêt des personnes qui les consultent.

Sans préjudice de l'alinéa 1<sup>er</sup>, ils ont le souci constant de l'intérêt du centre et de l'enseignement officiel. »

**Art. 5.** L'article 5 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Ils doivent éviter tout ce qui pourrait compromettre l'honneur ou la dignité de leur fonction. »

**Art. 6.** Dans l'article 6 du même arrêté, l'alinéa 2 est supprimé.

**Art. 7.** Dans l'article 7 du même arrêté, les termes « de l'Etat » sont remplacés par les termes « et de l'enseignement de la Communauté française ».

**Art. 8.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 7bis rédigé comme suit :

« Article 7bis. Dans l'exercice de leurs fonctions, les membres du personnel technique ne peuvent exposer les personnes qui les consultent à des actes de publicité commerciale. »

**Art. 9.** L'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Ils fournissent, dans les limites fixées par la réglementation et par leur acte de désignation, les prestations nécessaires à la bonne marche des centres de la Communauté française. »

**Art. 10.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 10bis rédigé comme suit :

« Article 10bis. Ils ne peuvent user de leur mission au centre à des fins de pratique professionnelle privée. »

**Art. 11.** Dans l'article 11 du même arrêté, les termes « désignés à titre temporaire admis au stage » sont remplacés par les termes « désignés à titre temporaire, admis au stage ».

**Art. 12.** Les articles 12 et 13 sont abrogés.

**Art. 13.** L'article 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 14. Nul ne peut être désigné à titre temporaire s'il ne remplit, au moment de la désignation, les conditions suivantes :

1. être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;
2. être de conduite irréprochable;
3. jouir des droits civils et politiques;
4. satisfaire aux lois sur la milice;
5. être porteur d'un titre requis en rapport avec la fonction à conférer, tel que prévu à l'article 16;
6. remettre lors de l'entrée en fonction, un certificat médical, de six mois de date au maximum, attestant qu'il se trouve dans des conditions de santé telles qu'il ne puisse mettre en danger celle des personnes qui le consultent et des autres membres du personnel;
7. être en règle avec les dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;
8. avoir introduit sa candidature dans la forme et le délai fixés par l'appel aux candidats;
9. ne pas faire l'objet d'une suspension par mesure disciplinaire, d'une suspension disciplinaire, d'une mise en disponibilité par mesure disciplinaire ou d'une mise en non-activité disciplinaire infligée par la Communauté française ou un autre pouvoir organisateur;
10. ne pas avoir fait l'objet, au cours des deux derniers exercices, de deux rapports défavorables consécutifs tels que visés à l'article 22. »

**Art. 14.** L'article 15 du même arrêté est abrogé.

**Art. 15.** A l'article 16 du même arrêté, tel que complété par l'arrêté royal du 30 octobre 1981, sont apportées les modifications suivantes :

1° le point 1 est remplacé par la disposition suivante :

« 1. Conseiller psycho-pédagogique : le diplôme de licencié en sciences psychologiques »;

2° le point 2 est remplacé par la disposition suivante :

« 2. Auxiliaire social :

— le diplôme d'auxiliaire social(e) ou d'assistant(e) social(e), délivré conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 28 février 1952 organique de l'enseignement du service social;

— le diplôme d'auxiliaire social(e) ou d'assistant(e) social(e), délivré conformément aux dispositions du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles. »;

3° le point 3 est complété par l'alinéa suivant :

« Les diplômes d'accoucheuse et d'infirmier(ère) gradué(e) délivrés conformément aux dispositions du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 avril 1994 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse et d'infirmier(ère) gradué(e). »

**Art. 16.** L'article 19 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 19. Il est constitué six zones définies comme suit :

- 1° la zone de la région de Bruxelles-Capitale correspond au territoire de la région de Bruxelles-Capitale;
- 2° la zone de la province du Brabant wallon correspond au territoire de la province du Brabant wallon;
- 3° la zone de la province de Namur correspond au territoire de la province de Namur;
- 4° la zone de la province de Liège correspond au territoire de la province de Liège;
- 5° la zone de la province de Luxembourg correspond au territoire de la province de Luxembourg;
- 6° la zone de la province de Hainaut correspond au territoire de la province de Hainaut.

Le candidat indique dans quelle(s) zone(s) il souhaite exercer sa fonction. Le candidat qui sollicite différentes fonctions introduit une candidature séparée pour chaque fonction. »

**Art. 17.** A l'article 20 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 avril 1993 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 janvier 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, le terme « provinces » est remplacé par le terme « zones »;

2° dans le § 2, point 1., les termes « à la date de l'appel aux candidats » sont insérés entre les termes « pendant au moins deux cent quarante jours » et les termes « des services dans une fonction »;

3° dans le § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, le terme « provinces » est remplacé par le terme « zones »;

4° dans le § 4, les termes « visés aux § 2,1, et § 3 » sont remplacés par les termes « visé au § 2, 1° »;

5° dans le § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « provinces » et « province » sont respectivement remplacés par les termes « zones » et « zone »;

6° le § 6 est remplacé par la disposition suivante :

« § 6. Le classement visé au § 2 est établi le 1<sup>er</sup> juillet de l'exercice considéré. »

**Art. 18.** L'article 21 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 avril 1993, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 21. Les membres du personnel technique sont désignés à titre temporaire par le Gouvernement, et affectés par lui à un centre de la Communauté française.

Une désignation à titre temporaire dans un emploi vacant prend fin au moment où le membre du personnel nommé à titre définitif ou admis au stage prend ses fonctions dans ledit emploi.

Une désignation temporaire dans un emploi dont le titulaire est temporairement absent prend fin au moment où ledit titulaire reprend ses fonctions.

Toute désignation à titre temporaire dans une fonction de recrutement prend fin au terme indiqué dans l'acte de désignation et, au plus tard, le 31 août qui suit la date de la désignation. »

**Art. 19.** L'article 22 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« A l'issue d'une période d'activité de service de six mois au moins d'un membre du personnel technique temporaire, le directeur du centre établit un rapport motivé sur la manière dont le membre du personnel s'est acquitté de sa tâche. Ce rapport est soumis au visa du membre du personnel technique temporaire qu'il concerne et joint à son dossier personnel. Si le membre du personnel technique estime que le contenu du rapport n'est pas fondé, il en fait mention en le visant et, dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception de ce rapport, il a le droit d'introduire, par la voie hiérarchique, une réclamation devant la Chambre de recours. La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel technique refuse de viser le rapport.

La Chambre de recours donne son avis au Gouvernement dans un délai de deux mois à partir de la date de réception de la réclamation.

Le Gouvernement prend sa décision dans un délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours. »

**Art. 20.** Dans l'article 23, alinéa 9, du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 avril 1999, les termes « dépassent les délais qui leur sont impartis ou omettent de réagir après l'expiration desdits délais » sont remplacés par les termes « ne réagissent pas dans les délais qui leur sont impartis ».

**Art. 21.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 23bis, rédigé comme suit :

« Article 23bis. Tout membre du personnel technique temporaire peut être licencié sans préavis, pour faute grave.

Est considéré comme constituant une faute grave, tout manquement qui rend immédiatement et définitivement impossible toute collaboration professionnelle entre le membre du personnel et le directeur du centre.

Dès le moment où il a connaissance d'éléments susceptibles de constituer une faute grave, le directeur du centre convoque, par lettre recommandée à la poste, le membre du personnel technique à une audition qui doit avoir lieu au plus tôt cinq jours ouvrables et au plus tard dix jours ouvrables après l'envoi de la convocation.

Si après l'audition, le directeur du centre estime qu'il y a suffisamment d'éléments constitutifs d'une faute grave, il transmet immédiatement la proposition de licenciement au Gouvernement qui prend sa décision dans les trois jours ouvrables à compter de l'envoi de la proposition.

Le licenciement est accompagné de la preuve de la réalité des faits reprochés. Il est notifié au membre du personnel technique, soit par exploit d'huissier, soit par lettre recommandée à la poste, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

Lors de l'audition, le membre du personnel technique peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel technique des centres de la Communauté française, en activité de service ou pensionnés, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. »

**Art. 22.** Dans l'article 26, alinéa 2, du même arrêté, les termes « pendant le mois au cours duquel a lieu le dernier tour de réaffectation et de mutation » sont remplacés par les termes « au cours du mois d'avril ».

**Art. 23.** L'article 27 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 27. Nul ne peut être admis au stage s'il ne remplit les conditions suivantes :

1. être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2. être de conduite irréprochable;

3. jouir des droits civils et politiques;

4. satisfaire aux lois sur la milice;

5. être porteur d'un titre requis en rapport avec la fonction à conférer, tel que prévu à l'article 16;

6. posséder les aptitudes physiques fixées par le Gouvernement;

7. être en règle avec les dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

8. compter au moins 240 jours de service dans la fonction à conférer, à la date de l'appel aux candidats;

9. avoir introduit sa candidature dans la forme et le délai fixés par l'appel aux candidats;

10. ne pas faire l'objet d'une suspension par mesure disciplinaire, d'une suspension disciplinaire, d'une mise en disponibilité par mesure disciplinaire ou d'une mise en non-activité disciplinaire infligée par la Communauté française ou un autre pouvoir organisateur;

11. ne pas avoir fait l'objet, durant l'exercice précédent celui au cours duquel l'appel au stage est lancé, d'un rapport défavorable tel que visé à l'article 22 et portant sur une période ininterrompue de désignation de six mois au moins. L'absence de rapport est favorable à l'agent. »

**Art. 24.** L'article 28 du même arrêté est abrogé.

**Art. 25.** Dans l'article 29, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les termes « introduites annuellement, sans interruption, pour une désignation temporaire, dans la fonction à conférer » sont remplacés par les termes « à une désignation à titre temporaire introduites pour la fonction sollicitée, dans le respect des conditions prescrites par l'article 14 ».

**Art. 26.** Dans l'article 30, § 1<sup>er</sup>, 2, du même arrêté, les termes « les congés de maternité, d'accueil en vue de l'adoption ou de la tutelle officieuse, » sont insérés entre les termes « dans ces périodes, » et les termes « les congés de circonstances ».

**Art. 27.** Dans l'article 36 du même arrêté, les termes « ne », « que » et « de l'Etat » sont supprimés.

**Art. 28.** L'article 38 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 38. Au cas où la proposition du directeur du centre et la proposition de l'inspecteur compétent ne sont pas identiques ou en l'absence de proposition de l'un ou de l'autre, la proposition de licenciement du stagiaire en cours de stage est formulée selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Au cas où la proposition du directeur du centre et la proposition de l'inspecteur compétent ne sont pas identiques ou en l'absence de proposition de l'un ou de l'autre, la proposition de nomination à titre définitif ou de licenciement du stagiaire à la fin du stage ou la proposition de prolongation du stage est formulée selon les modalités fixées par le Gouvernement. »

**Art. 29.** Dans l'article 39, § 1<sup>er</sup>, dernier alinéa, du même arrêté, les termes « dépassent les délais qui leur sont impartis ou omettent de réagir après l'expiration desdits délais » sont remplacés par les termes « ne réagissent pas dans les délais qui leur sont impartis ».

**Art. 30.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 41*bis*, rédigé comme suit :

« Article 41*bis*. Tout stagiaire peut être licencié sans préavis, pour faute grave.

Est considéré comme constituant une faute grave, tout manquement qui rend immédiatement et définitivement impossible toute collaboration professionnelle entre le membre du personnel et le directeur du centre.

Dès le moment où il a connaissance d'éléments susceptibles de constituer une faute grave, le directeur du centre convoque, par lettre recommandée à la poste, le stagiaire à une audition qui doit avoir lieu au plus tôt cinq jours ouvrables et au plus tard dix jours ouvrables après l'envoi de la convocation.

Si après l'audition, le directeur du centre estime qu'il y a suffisamment d'éléments constitutifs d'une faute grave, il transmet immédiatement la proposition de licenciement au Gouvernement qui prend sa décision dans les trois jours ouvrables à compter de l'envoi de la proposition.

Le licenciement est accompagné de la preuve de la réalité des faits reprochés. Il est notifié au stagiaire, soit par exploit d'huissier, soit par lettre recommandée à la poste, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

Lors de l'audition, le stagiaire peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel technique des centres de la Communauté française, en activité de service ou pensionnés, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. »

**Art. 31.** L'article 47 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 47. Est incompatible avec la qualité de membre du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, toute occupation qui serait de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de sa fonction ou contraire à la dignité de celle-ci. »

**Art. 32.** L'article 48 du même arrêté est abrogé.

**Art. 33.** L'article 49 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 49. Le Gouvernement constate les incompatibilités visées à l'article 47. Il en informe par lettre recommandée le membre du personnel technique concerné dans un délai de vingt jours à partir du jour où il constate l'incompatibilité. »

**Art. 34.** L'article 50 du même arrêté, tel qu'abrogé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 avril 1999, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 50. En cas de contestation sur l'existence d'une incompatibilité mentionnée à l'article 47, le membre du personnel technique peut introduire, par la voie hiérarchique, dans un délai de vingt jours à compter de la date à laquelle la notification de l'incompatibilité a été faite, une réclamation devant la chambre de recours. Celle-ci donne son avis au Gouvernement dans un délai de deux mois à partir de la date de réception.

Le Gouvernement prend sa décision dans un délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la chambre de recours. »

**Art. 35.** Sont abrogés, dans le même arrêté :

1° les articles 51 et 52, tels que modifiés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 avril 1999;

2° l'article 53.

**Art. 36.** Dans l'article 55, du même arrêté, le point 1. est remplacé par la disposition suivante :

« 1. les rapports sur la manière dont le membre du personnel technique s'est acquitté de sa tâche en qualité de temporaire et de stagiaire. »

**Art. 37.** L'article 58 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 58. Toute relation de faits à la fiche individuelle est communiquée au membre du personnel technique intéressé au moment où le directeur du centre le porte à cette fiche.

Après avoir lu la fiche individuelle en présence du directeur du centre, le membre du personnel technique vise ce document et en reçoit copie. La procédure d'établissement du signalement se poursuit lorsque le membre du personnel technique refuse de viser la fiche individuelle.

S'il estime que cette relation des faits n'est pas fondée, le membre du personnel technique introduit, dans les dix jours ouvrables, une réclamation écrite motivée dont il lui est accusé réception; cette réclamation est jointe à la fiche individuelle.

Tout membre du personnel technique peut demander au directeur du centre, l'inscription d'un fait favorable à sa fiche individuelle. »

**Art. 38.** L'article 59 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« En l'absence de bulletin de signalement, tout membre du personnel technique est réputé bénéficier de la mention « satisfait ». »

**Art. 39.** A l'article 60, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° les termes « de l'Etat » sont supprimés;

2° les termes « à la fin du mois de mai de chaque année » sont remplacés par les termes « entre le 15 et le 31 mai de chaque exercice ».

**Art. 40.** A l'article 63 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est complété comme suit :

« La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel technique refuse de viser ledit bulletin. »;

2° dans les alinéas 3 et 4, les termes « de l'Etat » sont supprimés;

3° le dernier alinéa est supprimé.

**Art. 41.** L'article 65 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 65. Le modèle du bulletin de signalement et le modèle de la fiche individuelle sont arrêtés par le Gouvernement.

Le modèle du rapport d'inspection visé à l'article 55, 3, et concernant les membres du personnel technique nommés à titre définitif est également fixé par le Gouvernement, lequel, dans le même document, arrête les étapes de la procédure d'élaboration du rapport et de recours lorsque, dans les vingt jours de la notification de la décision de l'inspecteur, le membre du personnel technique introduit une réclamation devant la chambre de recours contre la mention qui lui a été attribuée au rapport d'inspection. »

**Art. 42.** Dans l'article 82 du même arrêté, les termes « par réaffectation ou par mutation » sont remplacés par les termes « d'abord par réaffectation, ensuite par mutation ».

**Art. 43.** L'intitulé de la section 2 du chapitre VIII du même arrêté, tel que remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 octobre 1996, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section 2. — Direction d'un centre psycho-médico-social de la Communauté française »

**Art. 44.** L'article 85 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 avril 1993, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 85. Nul ne peut être nommé à la fonction de promotion de directeur d'un centre psycho-médico-social s'il ne répond, au moment de la nomination, aux conditions suivantes :

1. être titulaire à titre définitif, dans un centre psycho-médico-social de la Communauté française, de la fonction de conseiller psycho-pédagogique;

2. exercer une fonction à prestations complètes dans un centre psycho-médico-social de la Communauté française;

3. compter une ancienneté de service de dix ans au moins;

4. compter une ancienneté de fonction de six ans au moins;

5. avoir reçu la mention « satisfait » au dernier bulletin de signalement;

6. avoir reçu la mention « satisfait » au dernier rapport d'inspection;

7. être classé à l'une des trois premières places sur la liste des candidats proposée par la commission de promotion. »

**Art. 45.** L'article 87 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 avril 1993 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 octobre 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 87. § 1<sup>er</sup>. Pour le calcul de l'ancienneté de service visée à l'article 85, 3 :

1. sont admissibles tous les services effectifs que le candidat a rendus dans les centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, à quelque titre que ce soit, dans une fonction de membre du personnel technique et pour autant qu'il soit porteur du titre requis pour cette fonction;

2. la durée de ces services, rendus en qualité de membre du personnel technique temporaire dans une fonction à prestations complètes ou incomplètes, est égale au nombre de jours compris du début à la fin des périodes ininterrompues d'activité de service, y compris les congés prévus à l'article 170 qui tombent dans ces périodes;

3. la durée des services rendus à titre de membre du personnel technique stagiaire ou nommé à titre définitif dans une fonction à prestations complètes, se compte par mois civils, y compris les congés fixés à l'article 169 du présent arrêté, les services d'une durée inférieure à un mois complet étant négligés;

4. trente jours forment un mois;

5. pour les fonctions à prestations incomplètes, le nombre de jours est calculé conformément aux dispositions de l'article 20, § 4, 3.

§ 2. Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'article 85, 4 :

1. sont admissibles les services effectifs que le candidat a rendus dans les centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, à quelque titre que ce soit, dans les fonctions qui permettent d'accéder à la fonction de promotion à conférer et pour autant que le membre du personnel technique soit porteur du titre requis pour ces fonctions;

2. sont applicables les dispositions du § 1<sup>er</sup>, 2 à 5. »

**Art. 46.** L'article 88 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 88. Nul ne peut être nommé à une fonction de promotion du service d'inspection s'il ne répond aux conditions suivantes :

1° être titulaire à titre définitif, dans un centre psycho-médico-social organisé ou subventionné par la Communauté française, de l'une des fonctions visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1 ou 3;

2° exercer une fonction à prestations complètes dans un centre psycho-médico-social organisé ou subventionné par la Communauté française;

3° être porteur du titre requis pour la fonction visée au 1° ci-dessus;

4° être âgé de 35 ans au moins;

5° compter une ancienneté de service de dix ans au moins;

6° compter une ancienneté de fonction de six ans au moins :

— pour l'inspection de la discipline psycho-pédagogique, dans la fonction de recrutement de conseiller psycho-pédagogique ou dans la fonction de promotion de directeur d'un centre psycho-médico-social;

— pour l'inspection de la discipline sociale, dans la fonction de recrutement d'auxiliaire social;

— pour l'inspection de la discipline paramédicale, dans la fonction de recrutement d'auxiliaire paramédical;

7° être classé à l'une des trois premières places sur la liste des candidats proposée par la commission de promotion. »

**Art. 47.** Il est inséré, dans le même arrêté, un article 88bis rédigé comme suit :

« Article 88bis. §1<sup>er</sup>. Pour le calcul de l'ancienneté de service visée à l'article 88, 5° :

1. sont admissibles tous les services effectifs que le candidat a rendus dans les centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés par la Communauté française, à quelque titre que ce soit, dans une fonction de membre du personnel technique et pour autant qu'il soit porteur du titre requis par cette fonction;

2. sont applicables les dispositions de l'article 87, § 1<sup>er</sup>, 2 à 5.

§ 2. Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'article 88, 6° :

1. sont admissibles tous les services effectifs que le candidat a rendus dans les centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés par la Communauté française, à quelque titre que ce soit, dans la fonction précisée à l'article 88, 6°, et pour autant que le membre du personnel technique soit porteur du titre requis par cette fonction;

2. sont applicables les dispositions de l'article 87, § 2, 2 à 5. »

**Art. 48.** L'article 90 du même arrêté, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 15 octobre 1996 et 29 avril 1999, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 90. § 1<sup>er</sup>. La commission de promotion chargée de la présentation des candidats visée à l'article 85 est constituée comme suit :

1° un président choisi parmi les fonctionnaires généraux du Ministère;

2° trois membres choisis parmi les fonctionnaires du Ministère, titulaires du grade de directeur au moins;

3° trois membres choisis parmi les membres du personnel technique titulaires de la fonction de directeur d'un centre psycho-médico-social de la Communauté française;

4° trois membres désignés sur proposition des organisations représentant les enseignants et les membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et affiliées à des organisations syndicales qui siègent au Conseil national du travail, et désignés parmi les membres du personnel technique titulaires de la fonction de directeur d'un centre psycho-médico-social de la Communauté française, chaque organisation syndicale disposant d'au moins un représentant.

§ 2. La commission de promotion chargée de la présentation des candidats visée à l'article 88 est constituée comme suit :

1° un président choisi parmi les fonctionnaires généraux du Ministère;

2° trois membres choisis parmi les fonctionnaires du Ministère, titulaires du grade de directeur au moins;

3° trois membres désignés parmi les membres du personnel technique titulaires de la fonction de directeur d'un centre psycho-médico-social de la Communauté française ou titulaires de la fonction d'inspection dans la même discipline que la fonction d'inspection à conférer;

4° trois membres désignés sur proposition des organisations représentant les enseignants et les membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et affiliées à des organisations syndicales qui siègent au Conseil national du travail, et choisis parmi les membres du personnel technique titulaires de la fonction de directeur d'un centre psycho-médico-social de la Communauté française ou titulaires de la fonction d'inspection dans la même discipline que la fonction à conférer, chaque organisation syndicale disposant d'au moins un représentant.

§ 3. Pour chaque membre effectif de chaque commission de promotion, il est désigné un membre suppléant, choisi selon les mêmes critères que le membre effectif qu'il supplée. »

**Art. 49.** L'intitulé du Chapitre IX du même arrêté, tel que remplacé par arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 avril 1993, est remplacé par l'intitulé suivant :

« CHAPITRE IX. — *De la réaffectation, du rappel provisoire à l'activité de service et de la mutation* ».

**Art. 50.** § 1<sup>er</sup>. Les sections 1<sup>ère</sup> à 5 du même arrêté, comprenant les articles 95*bis* à 128, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« *Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales*

Article 96. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° réaffectation : attribution à un membre du personnel technique mis en disponibilité par défaut d'emploi, d'un emploi définitivement vacant de la fonction à laquelle il est nommé ou admis au stage;

2° rappel provisoire à l'activité de service : attribution temporaire à un membre du personnel technique mis en disponibilité par défaut d'emploi, d'un emploi de la fonction à laquelle il est nommé ou admis au stage, ou qui lui a donné accès à la fonction de promotion à laquelle il est nommé;

3° mutation : transfert, à titre définitif, dans un emploi définitivement vacant de la fonction à laquelle il est nommé, d'un membre du personnel technique affecté dans un centre vers un autre centre.

Article 97. Une commission de réaffectation est créée au sein du Ministère. Cette commission est composée :

1° d'un président choisi parmi les fonctionnaires du Ministère, titulaires du grade de Directeur général adjoint au moins;

2° de deux membres choisis parmi les fonctionnaires du Ministère, compétents en matière de gestion du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française;

3° de trois membres choisis sur proposition des organisations syndicales représentant les enseignants et les membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française affiliés à des organisations syndicales qui siègent au Conseil national du travail, chaque organisation disposant d'au moins un représentant;

4° d'un délégué du Gouvernement de la Communauté française.

Pour chaque membre effectif, il est désigné un suppléant choisi selon les mêmes critères que le membre effectif qu'il supplée.

La Commission est assistée d'un secrétaire choisi parmi les agents du Ministère.

Article 98. Le Gouvernement désigne le président, les membres fonctionnaires et son délégué.

Il désigne également, sur proposition des organisations visées à l'article 97, 3°, les membres représentant ces organisations.

A l'exception du délégué du Gouvernement, dont le mandat prend fin par la désignation de son successeur, le mandat des président et membres de la Commission est fixé à quatre ans et est renouvelable.

Le secrétaire est désigné par le Gouvernement sur proposition du président.

La Commission peut se faire assister de techniciens n'ayant pas voix délibérative. Elle fixe son règlement d'ordre intérieur qui est soumis au Gouvernement pour approbation.

Article 99. Le mandat des membres de la commission de réaffectation n'est pas rémunéré. Ils ont droit au remboursement des frais de déplacement en première classe afin de se rendre aux réunions ainsi qu'au remboursement des frais de séjour.

Article 100. Chaque année, dans le courant du mois de novembre, la Commission de réaffectation se réunit et propose la réaffectation des membres du personnel technique dans les emplois définitivement vacants au 1<sup>er</sup> septembre de l'exercice en cours.

Elle transmet ses propositions au Gouvernement pour décision.

Les décisions relatives aux réaffectations proposées conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup> produisent leurs effets à la date du 1<sup>er</sup> janvier.

Si le membre du personnel technique a été rappelé à l'activité de service dans un emploi comprenant au moins les trois quarts de la charge pour laquelle il est rémunéré, il ne prend ses fonctions dans le centre où il est réaffecté qu'au 1<sup>er</sup> septembre de l'exercice suivant.

§ 2. Chaque année, dans le courant du mois de novembre, la Commission de réaffectation examine et propose la réaffectation des membres du personnel technique mis en disponibilité par défaut d'emploi au 1<sup>er</sup> septembre de l'exercice en cours dans les emplois qui peuvent être libérés conformément aux dispositions de l'article 10*bis* de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux.

Elle transmet ses propositions au Gouvernement pour décision.

Les décisions relatives aux réaffectations proposées conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, produisent leurs effets à la date du 1<sup>er</sup> janvier.

Article 101. § 1<sup>er</sup>. Tout membre du personnel technique en disponibilité par défaut d'emploi peut, à sa demande, être mis en disponibilité pour convenance personnelle.

§ 2. La durée de la mise en disponibilité par défaut d'emploi, servant de base de calcul du traitement d'attente fixé à l'article 184, est suspendue pendant les périodes de rappel provisoire à l'activité de service.

*Section 2. — De la réaffectation*

Article 102. Les emplois définitivement vacants au 1<sup>er</sup> septembre de l'exercice en cours sont portés par le Gouvernement à la connaissance des membres du personnel technique qui ont été mis en disponibilité par défaut d'emploi dans les centres au moyen d'un avis inséré au *Moniteur belge* dans le courant du mois d'octobre.

Cet avis mentionne que les emplois pourront être attribués par réaffectation aux membres du personnel technique stagiaires ou nommés à titre définitif qui ont été mis en disponibilité par défaut d'emploi dans la fonction à conférer. Cet avis invite les membres du personnel technique, intéressés par les emplois à conférer, à introduire une demande de réaffectation.

L'avis précise la forme et le délai dans lesquels les demandes doivent être introduites.

Article 103. Les demandes doivent être envoyées, par lettre recommandée à la poste, à l'adresse indiquée dans l'avis visé à l'article 102.

Les demandes doivent être introduites dans la forme et le délai fixés.

Le délai ne pourra être inférieur à dix jours ouvrables. Il prend cours le jour de la publication de l'avis par le *Moniteur belge*.

Article 104. Le membre du personnel technique qui sollicite plusieurs emplois devra introduire une demande séparée pour chaque emploi, en indiquant éventuellement sa préférence.

Article 105. Le Gouvernement réaffecte le membre du personnel technique qui n'a pas introduit de demande de réaffectation dans l'un des emplois vacants non obtenus par les membres du personnel technique qui ont introduit une ou plusieurs demande(s) de réaffectation dans la forme et le délai fixés.

Les décisions de réaffectation visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> produisent leurs effets au 1<sup>er</sup> janvier.

Les dispositions de l'article 100, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, sont applicables.

*Section 3. — Du rappel provisoire à l'activité de service*

Article 106. Tout membre du personnel technique mis en disponibilité par défaut d'emploi reste à la disposition du Gouvernement qui peut le rappeler provisoirement à l'activité de service :

1° avant toute désignation de temporaire;

2° ensuite, dans les emplois occupés par les temporaires classés dans le second groupe;

3° enfin, dans les emplois occupés par les temporaires classés dans le premier groupe, dans l'ordre inverse de leur classement.

Article 107. Lorsque le Gouvernement est amené à conférer temporairement un emploi dans une fonction de promotion, il donne la priorité au rappel provisoire à l'activité de service d'un membre du personnel technique mis en disponibilité dans ladite fonction, puis au membre du personnel technique qui remplit les conditions prévues à l'article 85, 1 à 6, et qui est à même d'occuper immédiatement et effectivement ladite fonction.

Article 108. Le membre du personnel technique mis en disponibilité par défaut d'emploi dans une fonction de promotion peut être rappelé provisoirement à l'activité de service dans un emploi de la fonction de recrutement qui lui a permis l'accès à la fonction de promotion à laquelle il est nommé, conformément aux dispositions de l'article 106.

Nonobstant ce rappel provisoire à l'activité de service, le membre du personnel technique visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> reste à la disposition du Gouvernement pour être réaffecté dans la fonction à laquelle il est nommé.

Le membre du personnel technique, ainsi rappelé provisoirement à l'activité de service, garde le bénéfice de l'échelle barémique qui était la sienne avant sa mise en disponibilité par défaut d'emploi.

*Section 4. — De la mutation*

Article 109. Les emplois restant définitivement vacants après les opérations de réaffectation et pour lesquels aucune dérogation n'a été accordée en application des articles 3, § 2, et 4, § 2, de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, sont portés, par le Gouvernement, à la connaissance des membres du personnel technique nommés à titre définitif au moyen d'un avis inséré au *Moniteur belge* dans le courant du mois de février.

Cet avis mentionne que les emplois peuvent être attribués par mutation aux membres du personnel technique nommés à titre définitif, titulaires de la fonction de recrutement dont l'emploi est à conférer et qui ont reçu au moins la mention «satisfait» au dernier bulletin de signalement ou titulaires de la fonction de promotion dont l'emploi est à conférer et qui sont nommés dans ladite fonction de promotion depuis trois ans au moins.

L'avis invite les membres du personnel technique, intéressés par les emplois à conférer, à introduire une demande de mutation.

Cet avis invite également les membres du personnel technique visés à l'alinéa 2, désireux d'obtenir une mutation dans un emploi devenu définitivement vacant à la suite des mutations intervenues au premier tour, à introduire une demande de mutation.

L'avis précise la forme et le délai dans lesquels les demandes doivent être introduites.

Article 110. Les demandes doivent être envoyées, par lettre recommandée à la poste, à l'adresse indiquée dans l'avis visé à l'article 109.

Les demandes doivent être introduites dans la forme et le délai fixés.

Le délai ne pourra être inférieur à dix jours ouvrables. Il prend cours le jour de la publication de l'avis par le *Moniteur belge*.

Article 111. Le membre du personnel technique qui sollicite plusieurs emplois, devra introduire une demande séparée pour chaque emploi, en indiquant éventuellement sa préférence.

Article 112. Seules les demandes introduites dans la forme et le délai fixés par l'avis visé à l'article 109 sont prises en considération.

Article 113. Tout emploi de la fonction à laquelle ils sont nommés à titre définitif, devenu définitivement vacant à la suite des mutations intervenues au premier tour des mutations, est porté, par lettre-circulaire, à la connaissance des membres du personnel technique qui ont introduit une demande de mutation conformément aux dispositions de l'article 109, alinéa 4, et qui n'ont pas obtenu une mutation lors de ce premier tour.

Cette lettre-circulaire leur est adressée sous pli recommandé à la poste. Elle invite les membres du personnel intéressés par l'emploi à conférer, à introduire leur demande à l'adresse indiquée, dans le délai de huit jours. Ce délai prend cours le lendemain de la date de l'envoi de la lettre-circulaire.



Article 114. Pour chacun des emplois à conférer, les membres du personnel technique qui ont régulièrement introduit une demande de mutation et qui remplissent les conditions requises, sont classés d'après l'ancienneté de service dans les centres de la Communauté française, acquise à la date du 1<sup>er</sup> septembre de l'exercice en cours.

En cas d'égalité d'ancienneté de service, la priorité est accordée au membre du personnel technique qui compte la plus grande ancienneté de fonction dans les centres de la Communauté française, à la date précitée.

En cas d'égalité d'ancienneté de fonction, la priorité est accordée au membre du personnel technique le plus âgé.

Article 115. § 1<sup>er</sup>. Pour le calcul de l'ancienneté de service visée à l'article 114 :

1. sont admissibles tous les services effectifs que le membre du personnel technique a rendus, à quelque titre que ce soit, dans les centres de la Communauté française, dans une fonction du personnel technique;

2. la durée de ces services rendus dans une fonction à prestations complètes ou incomplètes est égale au nombre de jours prestés comptés du début à la fin des périodes ininterrompues d'activité de service, y compris toutes les absences assimilées à une période d'activité de service, englobées dans ces périodes ininterrompues d'activité de service;

3. sont également admissibles :

a) les absences en tant que membre temporaire du personnel technique obtenues conformément à l'article 170 du présent arrêté, si elles sont englobées dans les périodes d'activité ininterrompue;

b) les périodes pendant lesquelles le membre du personnel a été mis en disponibilité par défaut d'emploi ou en disponibilité pour cause de maladie;

4. trente jours forment un mois;

5. les services effectifs acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui compte au moins la moitié des prestations requises pour une fonction à prestations complètes, sont pris en considération au même titre que les services acquis dans une fonction à prestations complètes, le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes, qui comporte moins de la moitié des prestations requises pour une fonction à prestations complètes, étant réduit de moitié.

§ 2. Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'article 114 :

1. sont admissibles tous les services effectifs que le membre du personnel technique a rendus, à quelque titre que ce soit, dans les centres de la Communauté française, dans la fonction dont l'emploi est à conférer;

2. sont applicables les dispositions du § 1<sup>er</sup>, 2 à 5.

Article 116. Le Gouvernement confère, par mutation, tout emploi définitivement vacant de la fonction à laquelle il est nommé à titre définitif au membre du personnel technique qui occupe la première place du classement visé à l'article 114, en tenant compte des préférences exprimées conformément aux dispositions de l'article 111.

Le Gouvernement peut déroger à la règle de l'alinéa 1<sup>er</sup> en ce qui concerne la mutation dans un emploi d'une fonction de promotion. Dans ce cas, le Gouvernement formule sa décision en reprenant les motifs qui la justifient.

Les décisions de mutation produisent leurs effets à la date du 1<sup>er</sup> septembre de l'exercice suivant. »

§ 2. Les articles 117 à 128 du même arrêté sont abrogés.

**Art. 51.** Dans le même arrêté, la section 6, comprenant l'article 129, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 octobre 1996, est abrogée.

**Art. 52.** Dans l'article 130 du même arrêté, les termes « 4. le déplacement disciplinaire » et « 6. la rétrogradation » sont supprimés.

**Art. 53.** Sont abrogés dans le même arrêté les articles 134, 136, 137 et 138.

**Art. 54.** Dans l'article 139 du même arrêté, l'alinéa 2 est supprimé.

**Art. 55.** Dans l'article 140 du même arrêté, les termes « , sous réserve des dispositions de l'article 138 » sont supprimés.

**Art. 56.** L'article 141 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 141. Toute peine fait l'objet d'une inscription au dossier de signalement. »

**Art. 57.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 144bis, rédigé comme suit :

« Article 144bis. La peine disciplinaire est effacée d'office au terme d'un délai :

1° d'un an pour le rappel à l'ordre et la réprimande;

2° de trois ans pour la retenue sur traitement;

3° de cinq ans pour la suspension disciplinaire;

4° de sept ans pour la mise en non-activité disciplinaire.

Le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> commence à courir au prononcé de la peine disciplinaire.

Sans préjudice de l'exécution de la peine disciplinaire, l'effacement a pour conséquence que la peine ne peut plus avoir d'effet, notamment sur les droits à l'accès à une fonction de promotion. La peine disciplinaire est effacée du dossier de signalement du membre du personnel technique. »

**Art. 58.** L'intitulé de la section 2 du Chapitre X du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section 2. — De la Chambre de recours ».

**Art. 59.** L'article 145 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 145. Il est institué, auprès du Ministère, une Chambre de recours. »

**Art. 60.** L'article 146 du même arrêté est abrogé.

**Art. 61.** L'article 147 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 147. La Chambre de recours est présidée par le président et, à son défaut, par un président suppléant. »

**Art. 62.** L'article 148 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 148. La Chambre de recours est composée :

1° d'un président désigné par le Gouvernement parmi les magistrats, en activité ou admis à la retraite, ou parmi les fonctionnaires généraux de la Direction générale des Personnels de l'Enseignement de la Communauté française;

2° de trois membres désignés par le Gouvernement;

3° de trois membres représentant les membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française désignés par le Gouvernement sur proposition des organisations syndicales représentant les enseignants et les membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et affiliées à des organisations syndicales qui siègent au Conseil national du travail, chacune de ces organisations syndicales disposant d'au moins un représentant;

4° d'un secrétaire. »

**Art. 63.** L'article 149 du même arrêté est abrogé.

**Art. 64.** L'article 150 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 avril 1999 est abrogé.

**Art. 65.** L'article 151 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 151. Le Gouvernement désigne, pour chaque membre effectif, deux membres suppléants selon les mêmes modalités que celles visées à l'article 148, 2° et 3°.

Il désigne également deux présidents suppléants selon les mêmes modalités que celles visées à l'article 148, 1°. »

**Art. 66.** Dans l'article 152 du même arrêté, le terme « nommés » est remplacé par le terme « désignés ».

**Art. 67.** L'article 153 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 153. Le Gouvernement désigne le secrétaire et deux secrétaires suppléants de la Chambre de recours parmi les agents du Ministère.

Les secrétaire et secrétaires suppléants de la Chambre de recours en assument le secrétariat. Ils n'ont pas voix délibérative. »

**Art. 68.** Dans l'article 155 du même arrêté, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« Sauf dans le cas des poursuites pénales, la Chambre de recours doit, pour les recours introduits à l'encontre de toute proposition de sanction disciplinaire, donner un avis dans les trois mois qui suivent la réception du dossier complet de l'affaire. »

**Art. 69.** A l'article 156 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « du comité compétent » sont remplacés par les termes « de la Chambre de recours »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception de cette liste, l'appelant peut demander la récusation d'un ou de plusieurs membres, mais tout au plus de trois membres effectifs et suppléants désignés sur proposition des organisations syndicales et de trois membres désignés directement par le Gouvernement. »

**Art. 70.** A l'article 158 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 avril 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« L'appelant peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel technique des centres de la Communauté française, en activité de service ou pensionnés, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. »;

2° le dernier alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Si l'appelant, bien que régulièrement convoqué, s'abstient de comparaître ou n'est pas représenté, sans motif valable, la Chambre de recours est considérée comme dessaisie et transmet le dossier au ministre pour décision. »

**Art. 71.** Dans l'article 159 du même arrêté, les termes « Les comités délibèrent » sont remplacés par les termes « La Chambre de recours délibère ».

**Art. 72.** Dans l'article 160, alinéa 2, du même arrêté, les termes « au comité » sont remplacés par les termes « à la Chambre de recours ».

**Art. 73.** Dans l'article 161 du même arrêté, les termes « le comité » et « Il transmet » sont respectivement remplacés par les termes « la Chambre de recours » et « Elle transmet ».

**Art. 74.** L'article 163 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 163. L'autorité disciplinaire prend sa décision dans le mois qui suit la réception de l'avis de la Chambre de recours. La décision mentionne l'avis motivé de la chambre de recours ou l'absence d'avis. La décision est notifiée par le Gouvernement à la Chambre de recours et à l'intéressé. »

**Art. 75.** Dans l'article 165 du même arrêté, les termes « des Chambres de recours » sont remplacés par les termes « de la Chambre de recours ».

**Art. 76.** Il est inséré dans le même arrêté, un chapitre X *bis* rédigé comme suit :

« CHAPITRE X*bis*. — *De la suspension préventive : mesure administrative*

*Section 1<sup>re</sup>.* — De la suspension préventive des membres du personnel technique nommé à titre définitif

Article 165*bis*. § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'intérêt du service le requiert, une procédure de suspension préventive peut être entamée à l'égard d'un membre du personnel technique nommé à titre définitif :

1° s'il fait l'objet de poursuites pénales;

2° avant l'exercice de poursuites disciplinaires ou s'il fait l'objet de poursuites disciplinaires;

3° dès que le Gouvernement lui notifie, par lettre recommandée à la poste, la constatation d'une incompatibilité.

§ 2. La suspension préventive organisée par la présente section est une mesure purement administrative, n'ayant pas le caractère d'une sanction.

Elle est prononcée par le Gouvernement et est motivée. Elle a pour effet d'écarter le membre du personnel technique de ses fonctions.

Pendant la durée de la suspension préventive, le membre du personnel technique reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 3. Avant toute mesure de suspension préventive, le membre du personnel technique doit avoir été invité à se faire entendre par le Gouvernement.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs justifiant la suspension préventive sont notifiés au membre du personnel technique trois jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception portant ses effets à la date figurant sur cet accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel technique peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale agréée, par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel technique des centres organisés par la Communauté française en activité de service ou retraités.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition, la décision est communiquée au membre du personnel technique par lettre recommandée à la poste, et ce et même si le membre du personnel technique ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition sans pouvoir faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition.

Si le membre du personnel technique ou son représentant peuvent faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le membre du personnel technique est convoqué à une nouvelle audition notifiée conformément à l'alinéa 2.

Dans ce cas, et même si le membre du personnel technique ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition, la décision est communiquée au membre du personnel technique par lettre recommandée à la poste dans les dix jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition.

Si la décision conclut à la suspension préventive du membre du personnel technique, elle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

§ 4. Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> du § 3, le membre du personnel technique peut être écarté de ses fonctions sur-le-champ en cas de faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou lorsque les griefs qui lui sont reprochés revêtent un caractère de gravité tel qu'il est souhaitable, dans l'intérêt du service, que le membre du personnel technique ne soit plus présent dans le centre.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent le jour où la mesure d'écartement immédiat a été prise, la procédure de suspension préventive doit être engagée conformément aux dispositions du présent article. A défaut, la mesure d'écartement immédiat prendra fin au terme du délai précité et le membre du personnel technique ne pourra à nouveau être écarté du centre pour la même faute grave ou les mêmes griefs que moyennant le respect de la procédure de suspension préventive telle que prévue notamment au § 3 du présent article.

La mesure d'écartement sur-le-champ est prononcée par le Gouvernement.

Le membre du personnel technique écarté sur-le-champ reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 5. Dans le cadre de la constatation d'une incompatibilité ou dans le cadre d'une procédure disciplinaire ou avant l'exercice éventuel d'une procédure disciplinaire, la durée de la suspension préventive ne peut dépasser un an et dans le cadre d'une procédure disciplinaire expire en tout cas :

1° après six mois si aucune proposition de peine disciplinaire n'a été formulée et notifiée au membre du personnel technique dans ce délai;

2° le troisième jour ouvrable qui suit la notification de la proposition de peine disciplinaire si cette proposition est le rappel à l'ordre, la réprimande ou la retenue sur traitement;

3° pour une proposition de peine disciplinaire autre que celles visées au point 2°, quatre-vingts jours calendrier après la notification de la proposition de peine disciplinaire au membre du personnel technique si ce dernier n'a pas introduit de recours à l'encontre de ladite proposition;

4° pour une proposition de peine disciplinaire autre que celles visées au point 2°, quatre-vingts jours calendrier après la notification au Gouvernement de l'avis de la chambre de recours sur la proposition de peine disciplinaire formulée à l'encontre du membre du personnel technique;

5° le jour où la peine disciplinaire sort ses effets.

Dans le cadre de poursuites pénales, la durée de la suspension préventive n'est pas limitée à un an.

Lorsqu'une procédure disciplinaire est engagée ou poursuivie après une décision judiciaire de condamnation pénale coulée en force de chose jugée, le délai d'un an visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne commence à courir qu'à dater du prononcé de ladite condamnation.

§ 6. Dans le cadre d'une procédure disciplinaire ou avant l'exercice éventuel d'une procédure disciplinaire, la suspension préventive doit faire l'objet d'une confirmation écrite tous les trois mois à dater de la prise d'effet.

Cette confirmation est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

A défaut de confirmation de la suspension préventive dans les délais requis, le membre du personnel technique concerné peut réintégrer ses fonctions après en avoir informé le Gouvernement, par lettre recommandée, au moins dix jours ouvrables avant la reprise effective du travail.

Après réception de cette notification, le Gouvernement peut confirmer le maintien en suspension préventive selon la procédure décrite à l'alinéa 2.

Article 165<sup>ter</sup>. Tout membre du personnel technique suspendu préventivement maintient son droit au traitement.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le traitement de tout membre du personnel technique suspendu préventivement, qui fait l'objet :

- 1° d'une inculpation ou d'une prévention dans le cadre de poursuites pénales;
- 2° d'une condamnation pénale non définitive contre laquelle le membre du personnel technique a fait usage de ses droits de recours ordinaires;
- 3° d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie à la suite d'une condamnation pénale définitive;
- 4° de poursuites disciplinaires en raison d'une faute grave pour laquelle il y a soit flagrant délit, soit des indices probants et dont l'appréciation appartient au Gouvernement;
- 5° d'une proposition de peine disciplinaire prévue à l'article 130, 5, 7 et 8, est fixé à la moitié de son traitement d'activité.

Cette réduction du traitement ne peut avoir pour effet de ramener le traitement à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auquel le membre du personnel technique aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Pour l'application de l'alinéa 2, 1° et 2°, cette réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit le jour de inculpation ou de la prévention ou du prononcé de la condamnation non définitive.

Pour l'application de l'alinéa 2, 3°, cette réduction de traitement déjà opérée en vertu de l'alinéa 2, 1° ou 2°, est maintenue au-delà de la condamnation définitive si le Gouvernement notifie au membre du personnel technique son intention de poursuivre ou d'engager la procédure disciplinaire.

Pour l'application de l'alinéa 2, 4°, la réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit la notification du Gouvernement au membre du personnel technique de l'application de cet alinéa 2, 4°.

Pour l'application de l'alinéa 2, 5°, cette réduction de traitement prend effet le jour où la proposition de peine disciplinaire est soumise ou notifiée au membre du personnel technique.

Article 165<sup>quater</sup>. A l'issue de la procédure disciplinaire ou de la procédure pénale, la mesure de réduction de traitement est rapportée sauf si :

- 1° le Gouvernement inflige au membre du personnel technique une des peines disciplinaires prévues à l'article 130, 5, 7 et 8;
- 2° il est fait application de l'article 196, 2°, b), ou 6°;
- 3° le membre du personnel technique fait l'objet d'une condamnation pénale définitive suivie ou non d'une procédure disciplinaire.

Lorsque la mesure de réduction de traitement est rapportée en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, le membre du personnel technique reçoit le complément de son traitement initialement retenu augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

Les sommes perçues par le membre du personnel technique durant la suspension préventive lui restent acquises.

Si le traitement du membre du personnel technique a été réduit en application de l'article 165<sup>ter</sup>, alinéa 2, 4° ou 5°, et qu'au terme de la procédure disciplinaire, une peine de suspension disciplinaire est prononcée pour une durée inférieure à la durée de la mesure de réduction de traitement, cette dernière est rapportée pour la période excédant la durée de la suspension disciplinaire et le membre du personnel technique perçoit dans ce cas le complément de son traitement, indûment retenu durant cette période, augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

L'alinéa 4 ne s'applique pas dans le cadre d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie après une condamnation pénale définitive. »

*Section 2.* — De la suspension préventive des membres du personnel technique temporaires ou admis au stage

Article 165<sup>quinquies</sup>. § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'intérêt du service le requiert, une procédure de suspension préventive peut être entamée à l'égard d'un membre du personnel technique temporaire ou admis au stage :

- 1° s'il fait l'objet de poursuites pénales;
- 2° dès que le Gouvernement lui notifie, par lettre recommandée à la poste, la constatation d'une incompatibilité.

§ 2. La suspension préventive organisée par la présente section est une mesure purement administrative, n'ayant pas le caractère d'une sanction.

Elle est prononcée par le Gouvernement et est motivée. Elle a pour effet d'écarter le membre du personnel technique de ses fonctions.

Pendant la durée de la suspension préventive, le membre du personnel technique reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 3. Avant toute mesure de suspension préventive, le membre du personnel technique doit avoir été invité à se faire entendre par le Gouvernement.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs justifiant la suspension préventive sont notifiés au membre du personnel technique trois jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception portant ses effets à la date figurant sur cet accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel technique peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale agréée, par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel technique des centres organisés par la Communauté française en activité de service ou retraités.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition, la décision est communiquée au membre du personnel technique par lettre recommandée à la poste, et ce et même si le membre du personnel technique ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition sans pouvoir faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition.

Si le membre du personnel technique ou son représentant peuvent faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le membre du personnel technique est convoquée à une nouvelle audition notifiée conformément à l'alinéa 2.

Dans ce cas, et même si le membre du personnel technique ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition, la décision est communiquée au membre du personnel technique par lettre recommandée à la poste dans les dix jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition.

Si la décision conclut à la suspension préventive du membre du personnel technique, elle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

§ 4. Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> du § 3, le membre du personnel technique peut être écarté de ses fonctions sur-le-champ en cas de faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou lorsque les griefs qui lui sont reprochés revêtent un caractère de gravité tel qu'il est souhaitable, dans l'intérêt du service, que le membre du personnel technique ne soit plus présent dans le centre.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent le jour où la mesure d'écartement immédiat a été prise, la procédure de suspension préventive doit être engagée conformément aux dispositions du présent article. A défaut, la mesure d'écartement immédiat prendra fin au terme du délai précité et le membre du personnel technique ne pourra à nouveau être écarté du centre pour la même faute grave ou les mêmes griefs que moyennant le respect de la procédure de suspension préventive telle que prévue notamment au § 3 du présent article.

La mesure d'écartement sur-le-champ est prononcée par le Gouvernement.

Le membre du personnel technique écarté sur-le-champ reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 5. Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 165*octies*, la durée de la suspension préventive ne peut dépasser six mois dans le cadre de la constatation d'une incompatibilité; dans le cadre de poursuites pénales, la durée de la suspension préventive n'est pas limitée à six mois.

Article 165*sexies*. Tout membre du personnel technique suspendu préventivement maintient son droit au traitement.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le traitement de tout membre du personnel technique suspendu préventivement, qui fait l'objet :

1° d'une inculpation ou d'une prévention dans le cadre de poursuites pénales;

2° d'une condamnation pénale non définitive contre laquelle le membre du personnel technique a fait usage de ses droits de recours ordinaires est fixé à la moitié de son traitement d'activité.

Cette réduction du traitement ne peut avoir pour effet de ramener le traitement à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auquel le membre du personnel technique aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Cette réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit le jour de l'inculpation ou de la prévention ou du prononcé de la condamnation non définitive.

Article 165*septies*. A l'issue de la procédure pénale, la mesure de réduction de traitement est rapportée sauf si :

1° il est fait application de l'article 196, 2°, *b*), ou 6°;

2° le membre du personnel technique fait l'objet d'une condamnation pénale définitive.

Lorsque la mesure de réduction de traitement est rapportée en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, le membre du personnel technique reçoit le complément de son traitement initialement retenu augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

Les sommes perçues par le membre du personnel technique durant la suspension préventive lui restent acquises.

Article 165*octies*. La procédure de suspension préventive ainsi que les mesures prises à l'égard d'un membre du personnel temporaire en application de la présente section prennent fin de plein droit à la date à laquelle la désignation prend fin et, au plus tard, au 31 août de l'exercice en cours.

Lorsque le membre du personnel technique stagiaire à l'égard duquel une procédure de suspension préventive a été engagée ou une mesure a été prise en application de la présente section acquiert la qualité de définitif, les dispositions de la section 1<sup>er</sup> du présent chapitre sont applicables.

**Art. 77.** A l'article 169, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté royal n° 73 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 29 août 1985 et 21 octobre 1985, par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 novembre 1991, par le décret 24 juin 1996 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 octobre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° les termes « par Nous » sont remplacés par les termes « par le Gouvernement »;

2° le point 11 est abrogé.

**Art. 78.** Dans l'article 170 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° les termes « par Nous » sont remplacés par les termes « par le Gouvernement »;

2° l'article est complété par le point 8, rédigé comme suit :

« 8. pour des motifs impérieux d'ordre familial ainsi que pour des motifs d'ordre parental ».

**Art. 79.** L'article 171 du même arrêté est complété par un point 3 rédigé comme suit :

« 3. lorsque, pour des raisons familiales, il est autorisé à s'absenter pour une période de longue durée ».

**Art. 80.** Dans l'article 174 du même arrêté, tel que modifié par le décret du 24 juin 1996 et l'arrêté du Gouvernement du 29 avril 1999, le littéra *b*) est rétabli dans la rédaction suivante :

« *b*) par retrait d'emploi dans l'intérêt du service; »

**Art. 81.** Dans l'article 183, § 3, du même arrêté, tel que remplacé par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 avril 1993, les termes « dans un emploi vacant » sont remplacés par les termes « dans un emploi définitivement ou temporairement vacant ».

**Art. 82.** L'article 183bis du même arrêté, tel qu'inséré par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 avril 1993, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 183bis. Un membre du personnel technique nommé à titre définitif ou stagiaire, titulaire d'une fonction de recrutement dans un centre de la Communauté française, n'est mis en disponibilité par défaut d'emploi qu'après qu'il a été mis fin aux services des membres du personnel technique qui exercent la même fonction à titre accessoire au sein dudit centre et ensuite aux services des membres du personnel technique qui exercent la même fonction à titre temporaire dans un emploi vacant dudit centre. »

**Art. 83.** A l'article 183ter du même arrêté, tel qu'inséré par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 avril 1993 et modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 octobre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 3 est abrogé;

2° le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Les dispositions de l'article 115 sont applicables pour le calcul des anciennetés de service et de fonction visées aux §§ 1<sup>er</sup> et 2. Les anciennetés sont fixées à la date à laquelle la mise en disponibilité est prononcée. »

**Art. 84.** Dans l'article 184, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les termes « à son traitement d'activité » sont remplacés par les termes « à son dernier traitement d'activité »

**Art. 85.** L'article 186 du même arrêté, tel qu'abrogé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 avril 1999, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 186. § 1<sup>er</sup>. Le membre du personnel technique nommé à titre définitif ou admis au stage peut être mis en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service par le Gouvernement suite à une proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service formulée selon les modalités fixées par le Gouvernement. La durée de la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service ne peut dépasser, en une ou plusieurs périodes, six mois sur l'ensemble de la carrière du membre du personnel technique.

Toutefois, il peut être dérogé par le Gouvernement à la limitation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> afin que la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service prononcée au cours d'un exercice à l'encontre d'un membre du personnel technique soit prolongée jusqu'au terme de l'exercice en cours.

Durant la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service, le membre du personnel technique perçoit un traitement d'attente égal à 75 % de son dernier traitement d'activité. Un membre du personnel technique ne peut être placé en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service si les faits pour lesquels cette mesure est envisagée peuvent faire l'objet d'une sanction disciplinaire ou d'une procédure de constatation d'incompatibilité ou si le membre du personnel technique fait l'objet, pour ces faits, de poursuites pénales.

§ 2. Préalablement à toute proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service, le membre du personnel technique doit avoir été invité à se faire entendre par le Gouvernement. La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service est envisagée doivent être notifiés au membre du personnel technique cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel technique des centres organisés par la Communauté française, en activité de service ou pensionnés, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Toutefois, si le membre du personnel technique ou son représentant peuvent faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le membre du personnel technique est convoqué à une nouvelle audition notifiée conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Dans ce cas, et même si le membre du personnel technique ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition, la procédure se poursuit valablement.

Le membre du personnel technique à charge duquel est formulée une proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service peut, dans les dix jours de la notification de la proposition, introduire un recours auprès de la Chambre de recours.

Celle-ci donne son avis motivé au Gouvernement dans un délai de trois mois maximum. Le Gouvernement prend sa décision dans un délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours, la mise en disponibilité produisant ses effets le troisième jour ouvrable qui suit la notification au requérant.

§ 3. Si le membre du personnel technique n'a pas introduit de recours devant la Chambre de recours dans le délai prescrit au § 2, la proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service est transmise, à l'issue dudit délai, au Gouvernement qui se prononce dans un délai d'un mois.

La décision du Gouvernement est notifiée au membre du personnel, la mise en disponibilité produisant ses effets le troisième jour ouvrable qui suit la notification.

**Art. 86.** L'article 196 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 196. Les membres du personnel technique désignés à titre temporaire, admis au stage ou nommés à titre définitif sont démis de leurs fonctions d'office et sans préavis :

1° s'ils n'ont pas été désignés à titre temporaire, admis au stage ou nommés à titre définitif de façon régulière;

2° s'ils cessent de répondre aux conditions suivantes :

a) être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

b) jouir des droits civils et politiques;

c) avoir satisfait aux lois sur la milice;

d) être de conduite irréprochable;

3° si, après une absence autorisée, ils négligent, sans motif valable, de reprendre leur service et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

4° s'ils abandonnent, sans motif valable, leur emploi et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

5° si, rappelés en activité de service, ils refusent, sans motif valable, d'occuper dans les dix jours l'emploi assigné par le Gouvernement;

6° s'ils se trouvent dans les cas où l'application des lois civiles et pénales entraîne la cessation des fonctions;

7° si une incompatibilité est constatée et qu'aucun recours visé à l'article 50 n'a été introduit ou que le membre du personnel refuse de mettre fin, après épuisement de la procédure, à une occupation incompatible. »

**Art. 87.** Dans l'article 197, point 2, du même arrêté, les alinéas 3 et 4 sont supprimés.

**Art. 88.** Dans le même arrêté, il est *inséré un chapitre XIIbis*, rédigé comme suit :

« CHAPITRE XIIbis. — Inopposabilité des clauses contraires au statut

Article 197bis. Toute disposition dans un acte de désignation ou dans un règlement de travail contraire aux dispositions légales impératives ou au présent statut est inopposable. »

**Art. 89.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 203bis, rédigé comme suit :

« Article 203bis. Pour l'application de l'article 16, 1., sont réputés être porteurs du titre requis pour la fonction de conseiller psycho-pédagogique les membres du personnel technique temporaires classés dans le 1<sup>er</sup> groupe visé à l'article 20, § 2, 1., admis au stage ou nommés à titre définitif à ladite fonction avant la date d'entrée en vigueur du présent décret sur la base du diplôme de licencié en :

1° sciences de l'éducation;

2° sciences pédagogiques. »

**Art. 90.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 203ter, rédigé comme suit :

« Article 203ter. Pour l'application de l'article 16, 1, sont également assimilés au titre requis pour la fonction de conseiller psychopédagogique, les diplômes de licencié en :

1° psychologie;

2° orientation et sélection professionnelles;

3° sciences psychologiques et pédagogiques;

4° sciences psychologiques;

5° psychologie appliquée;

6° psychologie clinique;

7° sciences psycho-pédagogiques. »

**Art. 91.** L'article 210bis du même arrêté, tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 octobre 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 210bis. Le membre du personnel technique nommé à titre définitif à une fonction de sélection au plus tard le 15 octobre 1996 peut bénéficier d'une réaffectation, d'un rappel provisoire à l'activité de service ou d'une mutation dans un emploi de la fonction de recrutement qui lui a permis l'accès à la fonction de sélection à laquelle il est nommé à titre définitif.

Le membre du personnel technique ainsi réaffecté, rappelé provisoirement à l'activité de service ou bénéficiant d'une mutation garde le bénéfice de son échelle barémique.

Le membre du personnel technique visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut obtenir une nomination à une fonction de promotion dans les mêmes conditions que le membre du personnel technique nommé à titre définitif à la fonction de recrutement qui lui a donné accès à la fonction de sélection à laquelle il est nommé à titre définitif. »

#### CHAPITRE II. — Modifications à la loi du 1<sup>er</sup> avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux

**Art. 92.** A l'article 3, § 2, de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, tel que remplacé par l'arrêté royal n° 467 du 1<sup>er</sup> octobre 1986 et modifié par le décret du 15 novembre 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est supprimé;

2° dans l'alinéa 3, devenant l'alinéa 2, les termes « ou un auxiliaire psycho-pédagogique » sont supprimés;

3° il est inséré entre les alinéas 5 et 6, devenant les alinéas 4 et 5, l'alinéa suivant :

« Moyennant dérogation accordée par le Gouvernement, le groupe supplémentaire de trois membres du personnel visé à l'alinéa 3 peut comprendre un auxiliaire psycho-pédagogique, pour autant que ce groupe supplémentaire comporte déjà un conseiller psycho-pédagogique. Dans ce cas, le groupe supplémentaire de trois membres du personnel ne peut comprendre d'auxiliaire paramédical. »;

4° dans l'alinéa 6, les termes « en application de l'alinéa précédent » sont remplacés par les termes « en application de l'alinéa 4 ou 5 »;

5° dans l'alinéa 7, les termes « à défaut de décision gouvernementale à cette date, la dérogation est réputée ne pas être accordée. » sont supprimés;

6° dans l'alinéa 9, les termes « visée à l'alinéa 5 » sont remplacés par les termes « visée à l'alinéa 4 ou 5 »;

7° le dernier alinéa est supprimé.

**Art. 93.** A l'article 4, § 2, de la même loi, tel qu'inséré par l'arrêté royal n° 467 du 1<sup>er</sup> octobre 1986 et modifié par le décret du 15 novembre 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est supprimé;

2° dans l'alinéa 3, devenant l'alinéa 2, les termes « ou un auxiliaire psycho-pédagogique » sont supprimés;

3° il est inséré entre les alinéas 5 et 6, devenant les alinéas 4 et 5, l'alinéa suivant :

« Moyennant dérogation accordée par le Gouvernement, le groupe supplémentaire de trois membres du personnel visé à l'alinéa 3 peut comprendre un auxiliaire psycho-pédagogique, pour autant que ce groupe supplémentaire comporte déjà un conseiller psycho-pédagogique. Dans ce cas, le groupe supplémentaire de trois membres du personnel ne peut comprendre d'auxiliaire paramédical. »;

4° dans l'alinéa 6, les termes « en application de l'alinéa précédent » sont remplacés par les termes « en application de l'alinéa 4 ou 5 »;

5° dans l'alinéa 7, les termes « à défaut de décision gouvernementale à cette date, la dérogation est réputée ne pas être accordée. » sont supprimés;

6° dans l'alinéa 9, les termes « visée à l'alinéa 5 » sont remplacés par les termes « visée à l'alinéa 4 ou 5 »;

7° le dernier alinéa est supprimé.

**Art. 94.** Dans la même loi, il est inséré un article 10, rédigé comme suit :

« Article 10. Par dérogation à l'article 3, § 2, alinéas 6 et 7, une dérogation prenant effet au 1<sup>er</sup> septembre 2002 peut être accordée en application de l'article 3, § 2, alinéa 5, pour autant que la demande soit introduite pour le 1<sup>er</sup> mai 2002 au plus tard.

Le Gouvernement se prononce sur la demande de dérogation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour le 1<sup>er</sup> juillet 2002 au plus tard. »

**Art. 95.** Dans la même loi, il est inséré un article 11 rédigé comme suit :

« Article 11. Par dérogation à l'article 4, § 2, alinéas 6 et 7, une dérogation prenant effet au 1<sup>er</sup> septembre 2002 peut être accordée en application de l'article 4, § 2, alinéa 5, pour autant que la demande soit introduite pour le 1<sup>er</sup> mai 2002 au plus tard.

Le Gouvernement se prononce sur la demande de dérogation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour le 1<sup>er</sup> juillet 2002 au plus tard. »

**CHAPITRE III. — Modifications à l'arrêté royal du 13 juin 1976 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical de l'enseignement de l'Etat désignés provisoirement à une fonction de sélection ou de promotion**

**Art. 96.** Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 13 juin 1976 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical de l'enseignement de l'Etat désignés provisoirement à une fonction de sélection ou de promotion, les termes « de l'Etat » sont remplacés par les termes « de la Communauté française et aux membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française ».

**Art. 97.** A l'article 1<sup>er</sup> du même arrêté royal, sont apportées les modifications suivantes :

1° les termes « de l'Etat » sont remplacés par les termes « de la Communauté française »;

2° les termes « ainsi que le membre du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, nommé à titre définitif, » sont insérés entre les termes « du personnel paramédical » et les termes « bénéficiaire d'une allocation ».

**CHAPITRE IV. — Modifications à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 septembre 1990 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française désignés provisoirement à une fonction mieux rétribuée que celle à laquelle ils sont nommés définitivement**

**Art. 98.** L'intitulé de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 septembre 1990 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française désignés provisoirement à une fonction mieux rétribuée que celle à laquelle ils sont nommés définitivement est remplacé par l'intitulé suivant :

« Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 septembre 1990 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et aux membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés par la Communauté française, désignés provisoirement à une fonction mieux rétribuée que celle à laquelle ils sont nommés ou engagés à titre définitif. »

**Art. 99.** A l'article 1<sup>er</sup> du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° les termes «, nommé à titre définitif,» sont remplacés par les termes «, nommé ou engagé à titre définitif, »;

2° les termes « ainsi que le membre du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés par la Communauté française, nommé ou engagé à titre définitif, » sont insérés entre les termes « du personnel administratif » et les termes « bénéficie en sus de son traitement ».

**Art. 100.** A l'article 3 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, les termes « nommé à titre définitif » sont remplacés par les termes « nommé ou engagé à titre définitif »;

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le montant journalier de l'allocation octroyée au membre du personnel visé à l'article 1<sup>er</sup> s'obtient en divisant le montant déterminé par application du § 1<sup>er</sup> par 300 pour les membres du personnel de l'enseignement et par 360 pour les membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux. »;

3° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. L'allocation est payée mensuellement à terme échu. Le montant annuel ne peut dépasser 300/300 par année scolaire pour les membres du personnel de l'enseignement et 360/360 par exercice pour les membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux. »



CHAPITRE V. — *Dispositions abrogatoires et finales*

**Art. 101.** Le chapitre II de l'arrêté royal du 20 mars 1975 réglant l'organisation de l'inspection des centres psycho-médico-sociaux et des offices d'orientation scolaire et professionnelle, comprenant les articles 4 à 7, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 janvier 1999, est abrogé.

**Art. 102.** L'arrêté royal du 14 juin 1985 réglant la radiation des peines disciplinaires infligées au personnel technique des centres psycho-médico sociaux de l'Etat, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de l'Etat, des centres de formation de l'Etat ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés est abrogé.

**Art. 103.** Les articles 1<sup>er</sup> à 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 juin 2001 modifiant, pour l'exercice 2001-2002, certaines dispositions relatives au statut administratif des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française sont abrogés.

**Art. 104.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2002.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 31 janvier 2002.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,

P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,

Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,

R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme N. MARECHAL

—  
Note

(1) Session 2001-2002.

*Documents du Conseil.* — Projet de décret, n° 230-1. — Amendements de commission, n° 230-2. — Rapport, n° 230-3. — Amendements de séance, n° 230-4.

*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 22 janvier 2002.

—  
VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 1085

[C - 2002/29141]

**31 JANUARI 2002.** — **Decreet tot wijziging van sommige bepalingen houdende het administratief en geldelijk statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap alsook van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze psycho-medisch-sociale centra** (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap alsook van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra en op de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs*

**Artikel 1.** Het opschrift van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap alsook van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra en op de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs, zoals vervangen door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 25 oktober 1996, wordt vervangen door het volgend opschrift :

« Koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap alsook van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze psycho-medisch-sociale centra. »

**Art. 2.** Artikel 1 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 april 1993 en door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 15 oktober 1996, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. Dit statuut is van toepassing op de leden van het tijdelijk, het stagedoend en het vast benoemd technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap en op de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze psycho-medisch-sociale centra.

Voor de toepassing van dit decreet :

1° dient te worden verstaan onder "centrum" of "psycho-medisch-sociaal centrum", de psycho-medisch-sociale centra van onderwijsinrichtingen voor voltijds kleuter-, lager en secundair onderwijs, het buitengewoon onderwijs en het hoger onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra voor inrichtingen voor buitengewoon onderwijs;

2° zijn de begrippen "hoofdambt" en "bijambt" gedefinieerd overeenkomstig het koninklijk besluit van 15 april 1958 tot vaststelling van het geldelijk statuut van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs;

3° worden de termijnen als volgt berekend :

a) de datum van de akte, waarmee alles begint, wordt niet meegerekend;

b) de vervaldatum zit vervat in de berekening. Wanneer deze dag valt op een zaterdag, een zondag of een feestdag, de feestdagen van of in de Franse Gemeenschap inbegrepen, valt de vervaldag evenwel op de eerstvolgende werkdag;

4° het dienstjaar begint op 1 september van een jaar en eindigt op 31 augustus van het daaropvolgende jaar.

Het gebruik in dit decreet van mannelijke benamingen voor verschillende bekwaamheidsbewijzen en ambten is gemeenschachtelijk zodat de leesbaarheid van de tekst gegarandeerd is niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van beroepsnamen. »

**Art. 3.** In artikel 2, § 1, van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 april 1993 en door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 15 oktober 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1, letter d), worden de woorden "in een rijkscentrum" geschrapt;

2° in punt 3, letter a), worden de woorden "van een rijks-psycho-medisch-sociaal centrum of van een rijks-psycho-medisch-sociaal centrum voor het buitengewoon onderwijs" geschrapt.

**Art. 4.** Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 3. De leden van het technisch personeel vervullen hun opdrachten in het belang van de consultants. Onverminderd het eerste lid behartigen zij steeds de belangen van het centrum en van het officieel onderwijs. »

**Art. 5.** Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgend lid :

« Zij moeten alles vermijden wat de eer of de waardigheid van hun ambt zou kunnen besmeuren. »

**Art. 6.** In artikel 6 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid geschrapt.

**Art. 7.** In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de woorden "rijkscentra" vervangen door de woorden "centra en van het onderwijs van de Franse Gemeenschap".

**Art. 8.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 7bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 7bis. De leden van het technisch personeel mogen bij de uitoefening van hun ambt de consultants niet blootstellen aan handelsreclame. »

**Art. 9.** Artikel 8, eerste lid, van hetzelfde besluit, wordt vervangen door het volgende lid :

« Zij verstrekken, binnen de perken gesteld door de reglementering en door hun aanstellingsakte, de diensten die noodzakelijk zijn voor de goede werking van de centra van de Franse Gemeenschap. »

**Art. 10.** In hetzelfde besluit worden een artikel 10bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 10bis. Zij mogen van hun opdracht in het centrum geen gebruik maken voor private beroepspraktijken. »

**Art. 11.** In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de woorden "désignés à titre temporaire admis au stage" vervangen door de woorden "désignés à titre temporaire, admis au stage".

**Art. 12.** Artikelen 12 en 13 worden opgeheven.

**Art. 13.** Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 14. Niemand kan tijdelijk worden aangesteld indien hij, op het ogenblik van de aanstelling, niet aan volgende voorwaarden voldoet :

1° Belg zijn of ingezetene van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens afwijking toegestaan door de Regering;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° zijn burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;

5° houder zijn van een bekwaamheidsbewijs dat in verhouding staat tot het te begeven ambt, zoals bedoeld in artikel 16;

6° bij de indiensttreding een medisch attest voorleggen dat niet langer dan zes maanden tevoren werd afgegeven en waaruit blijkt dat de kandidaat in een zodanige gezondheidstoestand verkeert dat hij de gezondheid van de consultants noch die van de andere personeelsleden in gevaar kan brengen;

7° in orde zijn met de wets- en reglementsbevestigingen betreffende de taalregeling;

8° zijn kandidatuur ingediend hebben, in de vorm en binnen de termijn die in de oproep tot de kandidaten werd vastgesteld;

9° niet geschorst zijn naar aanleiding van een tuchtmaatregel, niet disciplinair geschorst zijn, niet ter beschikking gesteld zijn naar aanleiding van een tuchtmaatregel of niet op disciplinaire non-activiteit geplaagd zijn door de Franse Gemeenschap of door een andere inrichtende macht;

10° de voorbije twee dienstjaren geen ongunstig verslag hebben gekregen zoals bedoeld in artikel 22. »

**Art. 14.** Artikel 15 van hetzelfde besluit is opgeheven.

**Art. 15.** In artikel 16 van hetzelfde besluit, zoals aangevuld door het koninklijk besluit van 30 oktober 1981, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1. Psycho-pedagogisch consulent : het diploma van licentiaat in de psychologische wetenschappen »;

2° punt 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2. Sociaal werker :

— het diploma van maatschappelijk werk(st)er of van maatschappelijk assistent(e), uitgereikt overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 28 februari 1952 houdende organisatie van het onderwijs van maatschappelijk dienstbetoon;

— het diploma van maatschappelijk werk(st)er of van maatschappelijk assistent(e), uitgereikt overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen. » ;

3° punt 3 wordt aangevuld met het volgend lid :

« De diploma's van vroedvrouw en gegradueerd ziekenhuisverple(e)g(st)er, uitgereikt overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen en het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 21 april 1994 houdende de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw en gegradueerd(e) verpleger of verpleegster wordt toegekend.

**Art. 16.** Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 19. Er worden zes zones gevormd, afgebakend als volgt :

1° de zone van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die overeenstemt met het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

2° de zone van de provincie Waals-Brabant die overeenstemt met het grondgebied van de provincie Waals-Brabant;

3° de zone van de provincie Namen die overeenstemt met het grondgebied van de provincie Namen;

4° de zone van de provincie Luik die overeenstemt met het grondgebied van de provincie Luik;

5° de zone van de provincie Luxemburg die overeenstemt met het grondgebied van de provincie Luxemburg;

6° de zone van de provincie Henegouwen die overeenstemt met het grondgebied van de provincie Henegouwen.

De kandidaat vermeldt in welke zone(s) hij zijn ambt wil uitoefenen. De kandidaat die voor meerdere ambten solliciteert, dient een afzonderlijke kandidatuur in voor elk ambt. »

**Art. 17.** In artikel 20 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 april 1993 en door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 11 januari 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt het woord "provincies" vervangen door het woord "zones";

2° in § 2, punt 1, worden de woorden ",op de datum van de oproep tot de kandidaten," ingevoegd tussen de woorden "gerangschikt die" en "tijdens ten minste";

3° in § 3, eerste lid, wordt het woord "provincies" vervangen door het woord "zones";

4° in § 4 worden de woorden "in § 2, 1, en § 3 bedoelde" vervangen door de woorden "in § 2, 1, bedoelde";

5° in § 5, eerste lid, worden de woorden "provincies" en "provincie" respectievelijk vervangen door de woorden "zones" en "zone";

6° § 6 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 6. De in § 2 bedoelde rangschikking wordt per 1 juli van het betrokken dienstjaar vastgesteld. »

**Art. 18.** Artikel 21 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 april 1993, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 21. De leden van het technisch personeel worden door de Regering tijdelijk aangesteld en door haar geaffecteerd naar een centrum van de Franse Gemeenschap.

Een tijdelijke aanstelling in een vacante betrekking loopt ten einde op de dag dat het vast benoemd of tot de stage toegelaten personeelslid zijn functie in die betrekking opneemt.

Een tijdelijke aanstelling in een betrekking waarvan de titularis tijdelijk afwezig is, loopt ten einde op de dag dat deze titularis zijn functie terug opneemt.

Iedere tijdelijke aanstelling in een wervingsambt loopt ten einde na de termijn die vermeld staat in de aanstellingsakte en uiterlijk op 31 augustus die volgt op de dag van de aanstelling. »

**Art. 19.** Artikel 22 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Op het einde van een periode van dienstactiviteit van minstens zes maanden van een tijdelijk lid van het technisch personeel stelt de directeur van het centrum een gemotiveerd verslag op over de wijze waarop het personeelslid zich heeft gekweten van zijn taak.

Dit verslag wordt ter ondertekening voorgelegd aan het desbetreffend lid van het tijdelijk technisch personeel en wordt aan zijn persoonlijk dossier toegevoegd. Als het lid van het technisch personeel van oordeel is dat de inhoud van het verslag ongegrond is, vermeldt hij dit erbij bij de ondertekening en heeft hij het recht om, binnen de tien werkdagen na de ontvangst van dit verslag, via de hiërarchische weg, een bezwaarschrift in te dienen bij de Raad van beroep. De procedure wordt voortgezet wanneer het lid van het technisch personeel weigert het verslag te ondertekenen.

De Raad van beroep verstrekt zijn advies aan de Regering binnen een termijn van twee maanden ingaande op de dag dat het bezwaarschrift is ontvangen.

De Regering neemt haar beslissing binnen een termijn van een maand vanaf de ontvangst van het advies van de Raad van beroep. »

**Art. 20.** In artikel 23, negende lid, van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 29 april 1999, worden de woorden "de hun toegestane termijnen overschrijden of na het verstrijken van deze termijnen het stilwijgen bewaren" vervangen door de woorden "niet reageren binnen de hun opgelegde termijnen. »

**Art. 21.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 23*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 23*bis*. Ieder lid van het tijdelijk technisch personeel kan wegens zware fout worden ontslagen zonder opzegging.

Wordt beschouwd als een zware fout, elke tekortkoming die iedere professionele samenwerking tussen het personeelslid en de directeur van het centrum onmiddellijk en definitief onmogelijk maakt.

Zodra hij kennis neemt van elementen die kunnen wijzen op een zware fout, roept de directeur van het centrum bij ter post aangetekend schrijven het lid van het technisch personeel op voor verhoor dat plaats moet hebben ten vroegste vijf werkdagen en ten laatste tien werkdagen na de verzending van de oproepingsbrief.

Als de directeur van het centrum na de hoorzitting van oordeel is dat er voldoende elementen zijn die wijzen op een zware fout, verstuurt hij het voorstel tot ontslag onmiddellijk naar de Regering die binnen de drie werkdagen na de verzending van het voorstel haar beslissing neemt.

Het ontslag wordt vergezeld van het bewijs van de werkelijkheid van de ten laste gelegde feiten. Het wordt ter kennis gebracht van het lid van het technisch personeel, hetzij bij deurwaardersexploot, hetzij bij ter post aangetekende brief, dewelke ingaat op de derde werkdag na de dag van de verzending.

Tijdens de hoorzitting kan het lid van het technisch personeel zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de leden van het technisch personeel van de centra van de Franse Gemeenschap, in actieve dienst of op rust, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakorganisatie. »

**Art. 22.** In artikel 26, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "in de loop van de maand waarin de laatste reëffactie- en mutatieperiode plaats heeft" vervangen door de woorden "tijdens de maand april".

**Art. 23.** Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 27. § 1. Niemand kan tot de stage worden toegelaten indien hij niet aan volgende voorwaarden voldoet :

1° Belg zijn of ingezetene van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens afwijking toegestaan door de Regering;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° zijn burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;

5° houder zijn van een bekwaamheidsbewijs dat in verhouding staat tot het te begeven ambt, zoals bedoeld in artikel 16;

6° de door de Regering bepaalde lichamelijke geschiktheid bezitten;

7° voldoen aan de wets- en reglementsbepalingen inzake de taalregeling;

8° op de datum van de oproep tot de kandidaten minstens 240 dagen dienst tellen in het te begeven ambt;

9° zijn kandidatuur hebben ingediend in de vorm en binnen de termijn vastgelegd in de oproep tot de kandidaten;

10° niet geschorst zijn naar aanleiding van een tuchtmaatregel, niet disciplinair geschorst zijn, niet ter beschikking gesteld zijn naar aanleiding van een tuchtmaatregel of niet op disciplinaire non-activiteit geplaagd zijn door de Franse Gemeenschap of door een andere inrichtende macht;

11° tijdens het dienstjaar dat voorafgaat aan datgene waarin de oproep tot de stage gebeurt, geen ongunstig rapport gekregen hebben zoals bedoeld in artikel 22 en strekkende over een ononderbroken aanstellingsperiode van minstens zes maanden. Wanneer er geen verslag is, is dit gunstig voor de ambtenaar. »

**Art. 24.** Artikel 28 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 25.** In artikel 29, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "die per jaar, zonder onderbreking voor een tijdelijke aanstelling in het te begeven ambt werd ingediend" vervangen door de woorden "voor een tijdelijke aanstelling in het gevraagde ambt, in naleving van de in artikel 14 gestelde voorwaarden".

**Art. 26.** In artikel 30, § 1, 2, van hetzelfde besluit worden de woorden "de ouderschapsverloven, de verloven voor de opvang met het oog op adoptie of de officieuze voorgedij, "ingevoegd tussen de woorden "met inbegrip van" en de woorden "de gelegenheidsverloven".

**Art. 27.** In artikel 36 van hetzelfde besluit worden de woorden "slechts" en "rijks" geschrapt.

**Art. 28.** Artikel 38 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 38. Ingeval het voorstel van de directeur van het centrum en het voorstel van de bevoegde inspecteur niet overeenstemmen of als een van beiden geen voorstel heeft, wordt het voorstel tot ontslag van de stagiair tijdens de stage uitgesproken volgens de wijzen bepaald door de Regering.

Ingeval het voorstel van de directeur van het centrum en het voorstel van de bevoegde inspecteur niet overeenstemmen of als een van beiden geen voorstel heeft, wordt het voorstel tot vaste benoeming of tot ontslag van de stagiair op het einde van de stage of het voorstel tot verlenging van de stage uitgesproken volgens de wijzen bepaald door de Regering. »

**Art. 29.** In artikel 39, § 1, laatste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "de hun toegestane termijnen overschrijden of na het verstrijken van deze termijnen het stilwijgen bewaren" vervangen door de woorden "niet reageren binnen de hun opgelegde termijnen. »

**Art. 30.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 41*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 41*bis*. Iedere stagiair kan wegens zware fout worden ontslagen zonder opzegging.

Wordt beschouwd als een zware fout, elke tekortkoming die iedere professionele samenwerking tussen het personeelslid en de directeur van het centrum onmiddellijk en definitief onmogelijk maakt.

Zodra hij kennis neemt van elementen die kunnen wijzen op een zware fout, nodigt de directeur van het centrum bij ter post aangetekend schrijven de stagiair uit op een hoorzitting die plaats moet hebben ten vroegste vijf werkdagen en ten laatste tien werkdagen na de verzending van de oproepingsbrief.

Als de directeur van het centrum na de hoorzitting van oordeel is dat er voldoende elementen zijn die wijzen op een zware fout, verstuurt hij het voorstel tot ontslag onmiddellijk naar de Regering die binnen de drie werkdagen na de verzending van het voorstel haar beslissing neemt.

Het ontslag wordt vergezeld van het bewijs van de werkelijkheid van de ten laste gelegde feiten. Het wordt ter kennis gebracht van de stagiair, hetzij bij deurwaardersexploot, hetzij bij ter post aangetekende brief, dewelke ingaat op de derde werkdag na de dag van de verzending.

Tijdens de hoorzitting kan de stagiair zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de leden van het technisch personeel van de centra van de Franse Gemeenschap, in actieve dienst of op rust, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakorganisatie. »

**Art. 31.** Artikel 47 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 47. Is onverenigbaar met de hoedanigheid van lid van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, elke activiteit die het vervullen van de ambtsplichten zou kunnen belemmeren of strijdig zou kunnen zijn met de waardigheid ervan. »

**Art. 32.** Artikel 48 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 33.** Artikel 49 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 49. De Regering bepaalt de onverenigbaarheden bedoeld in artikel 47. Zij brengt het betrokken lid van het technisch personeel hiervan bij aangetekend schrijven op de hoogte binnen een termijn van twintig dagen ingaande op de dag dat zij de onverenigbaarheid vaststelt. »

**Art. 34.** Artikel 50 van hetzelfde besluit, zoals opgeheven door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 29 april 1999, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Artikel 50. Bij betwisting van het bestaan van een onverenigbaarheid, bedoeld in artikel 47, kan het lid van het technisch personeel, via de hiërarchische weg, een bezwaarschrift indienen bij de raad van beroep binnen de twintig dagen na de kennisgeving van de onverenigbaarheid. De raad van beroep verstrekt zijn advies aan de Regering binnen een termijn van twee maanden vanaf de ontvangstdatum.

De Regering neemt een beslissing binnen een maand na de ontvangst van het advies van de raad van beroep. »

**Art. 35.** In hetzelfde besluit worden opgeheven :

1° artikelen 51 en 52, zoals gewijzigd door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 29 april 1999;

2° artikel 53.

**Art. 36.** In artikel 55 van hetzelfde besluit wordt punt 1 vervangen door de volgende bepaling :

« 1. de verslagen over de wijze waarop het lid van het technisch personeel zich heeft gekweten van zijn taken als tijdelijke en als stagiair. »

**Art. 37.** Artikel 58 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 58. Ieder feitenrelaas op de persoonlijke fiche wordt meegedeeld aan het betrokken lid van het technisch personeel op het ogenblik dat de directeur van het centrum het op deze fiche optekent.

Na de persoonlijke fiche te hebben gelezen in aanwezigheid van de directeur van het centrum viseert het lid van het technisch personeel dit document en krijgt hij hiervan een afschrift. De procedure voor de opmaak van de beoordeling wordt voortgezet als het lid van het technisch personeel weigert de individuele fiche te viseren.

Als hij van oordeel is dat dit feitenrelaas ongegrond is, dient het lid van het technisch personeel, binnen de tien werkdagen, een met reden omkleed schriftelijk bezwaar in waarvan hij een ontvangstbewijs krijgt; dit bezwaarschrift wordt toegevoegd aan de persoonlijke fiche.

Ieder lid van het technisch personeel mag aan de directeur van het centrum vragen dat een gunstig feit op zijn persoonlijke fiche wordt opgetekend. »

**Art. 38.** Artikel 59 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgend lid :

« Bij ontstentenis van beoordelingsstaat wordt ieder lid van het technisch personeel geacht de vermelding "voldoet" te hebben gekregen. »

**Art. 39.** In artikel 60, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "rijks" worden geschrapt;

2° de woorden "op het einde van de maand mei van elk jaar" worden vervangen door de woorden "tussen 15 en 31 mei van ieder dienstjaar".

**Art. 40.** In artikel 63 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt als volgt aangevuld :

« De procedure wordt voortgezet wanneer het lid van het technisch personeel weigert voornoemde staat te viseren. »;

2° in het derde en vierde lid worden de woorden "rijks" geschrapt;

3° het laatste lid wordt geschrapt.

**Art. 41.** Artikel 65 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 65. Het model van de beoordelingsstaat en het model van de persoonlijke fiche worden door de Regering vastgesteld.

Het model van het inspectieverslag bedoeld in artikel 55, 3, en aangaande de vast benoemde leden van het technisch personeel wordt eveneens vastgesteld door de Regering die, in hetzelfde document, de fasen van de procedure voor de opmaak van het verslag en voor het beroep bepaalt wanneer het lid van het technisch personeel, binnen de twintig dagen na de kennisgeving van de beslissing van de inspecteur, een bezwaarschrift indient bij de raad van beroep tegen de vermelding die het in het inspectieverslag werd toegekend. »

**Art. 42.** In artikel 82 van hetzelfde besluit worden de woorden "door reffectatie of door mutatie" vervangen door de woorden "eerst door reffectatie, vervolgens door mutatie".

**Art. 43.** Het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk VIII van hetzelfde besluit, zoals vervangen door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 15 oktober 1996, wordt vervangen door het volgend opschrift :

"Afdeling 2. — Directie van een psycho-medisch-sociaal centrum van de Franse Gemeenschap"

**Art. 44.** Artikel 85 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 30 april 1993, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 85. Niemand kan worden benoemd in het bevorderingsambt van directeur van een psycho-medisch-sociaal centrum als hij, op het ogenblik van de benoeming, niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

1. definitief titularis zijn, in een psycho-medisch-sociaal centrum van de Franse Gemeenschap, van het ambt van psycho-pedagogisch consulent;
2. een ambt met volledige dagtaak uitoefenen in een psycho-medisch-sociaal centrum van de Franse Gemeenschap;
3. een dienstanciënniteit tellen van minstens tien jaar;
4. een ambtsanciënniteit tellen van minstens zes jaar;
5. de vermelding 'voldoet' hebben gekregen bij de laatste beoordelingsstaat;
6. de vermelding 'voldoet' hebben gekregen bij het laatste inspectieverslag;
7. bij de eerste drie gerangschikt zijn op de kandidatenlijst voorgelegd door de bevorderingscommissie. »

**Art. 45.** Artikel 87 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 april 1993 en door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 15 oktober 1996, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 87. § 1. Voor de berekening van de in artikel 85, 3, bedoelde dienstanciënniteit :

1. worden alle werkelijke diensten in aanmerking genomen die de kandidaat heeft gepresteerd in de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, in welke hoedanigheid ook, in een ambt van lid van het technisch personeel en voor zover hij houder is van het vereiste bekwaamheidsbewijs voor dit ambt;

2. bestaat de duur van deze diensten, gepresteerd in de hoedanigheid van lid van het tijdelijk technisch personeel in een ambt met volledige of onvolledige dagtaak, uit het aantal dagen berekend van het begin tot het einde van de ononderbroken periodes van dienstactiviteit, met inbegrip van de verloven zoals bepaald in artikel 170 indien zij in deze periodes vallen;

3. bestaat de duur van de diensten die het lid van het technisch personeel gepresteerd heeft als stagiair of vast benoemde in een ambt met volledige dagtaak, uit kalendermaanden, met inbegrip van de verloven bedoeld in artikel 169 van dit besluit, waarbij de diensten van minder dan een maand niet worden meegeteld;

4. vormen dertig dagen een maand;

5. wordt, voor de ambten met onvolledige dagtaak, het aantal dagen berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 20, § 4, 3.

§ 2. Voor de berekening van de in artikel 85, 4, bedoelde ambtsanciënniteit :

1. worden alle werkelijke diensten in aanmerking genomen die de kandidaat heeft gepresteerd in de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, in welke hoedanigheid ook, in de ambten die toelating geven tot het te begeven bevorderingsambt en voor zover het technisch personeelslid houder is van het vereiste bekwaamheidsbewijs voor deze ambten;

2. zijn de bepalingen van § 1, 2 tot 5, van toepassing. »

**Art. 46.** Artikel 88 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 88. Niemand kan worden vast benoemd in een bevorderingsambt van de inspectiedienst als hij niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° definitief titularis zijn, in een psycho-medisch-sociaal centrum van de Franse Gemeenschap, van een van de ambten bedoeld in artikel 2, § 1, 1 of 3;

2° een ambt met volledige dagtaak uitoefenen in een psycho-medisch-sociaal centrum gesubsidieerd of ingericht door de Franse Gemeenschap;

3° houder zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs voor het in 1° hierboven bedoeld ambt;

4° minstens 35 jaar oud zijn;

5° een dienstanciënniteit tellen van minstens tien jaar;

6° een ambtsanciënniteit tellen van minstens zes jaar;

— voor de inspectie van de psychopedagogische discipline, in het wervingsambt van psycho-pedagogisch consulent of in het bevorderingsambt van directeur van een psycho-medisch-sociaal centrum;

— voor de inspectie van de sociale discipline, in het wervingsambt van maatschappelijk werker;

— voor de inspectie van de paramedische discipline, in het wervingsambt van paramedisch werker;

7° bij de eerste drie gerangschikt zijn op de kandidatenlijst voorgelegd door de bevorderingscommissie. »

**Art. 47.** Er wordt in hetzelfde besluit een artikel 88*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 88*bis*. § 1. Voor de berekening van de in artikel 88, 5°, bedoelde dienstanciënniteit :

1. worden alle werkelijke diensten in aanmerking genomen die de kandidaat heeft gepresteerd in de psycho-medisch-sociale centra die zijn ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, in welke hoedanigheid ook, in een ambt van lid van het technisch personeel en voor zover dit lid houder is van het vereiste bekwaamheidsbewijs voor dit ambt;

2. zijn de bepalingen van artikel 87, § 1, 2 tot 5, van toepassing.

§ 2. Voor de berekening van de in artikel 88, 6°, bedoelde ambtsanciënniteit :

1. worden alle werkelijke diensten in aanmerking genomen die de kandidaat heeft gepresteerd in de psycho-medisch-sociale centra die zijn ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, in welke hoedanigheid ook, in het ambt bedoeld in artikel 88, 6°, en voor zover het lid van het technisch personeel houder is van het vereiste bekwaamheidsbewijs voor dit ambt;

2. zijn de bepalingen van artikel 87, § 2, 2 tot 5, van toepassing. »

**Art. 48.** Artikel 90 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd door de besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 15 oktober 1996 en 29 april 1999, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 90. § 1. De bevorderingscommissie die belast is met de voordracht van de kandidaten, bedoeld in artikel 85, is als volgt samengesteld :

1° een voorzitter gekozen onder de ambtenaren-generaal van het Ministerie;

2° drie leden gekozen onder de ambtenaren van het Ministerie, minstens titularis van de graad van directeur;

3° drie leden gekozen onder de leden van het technisch personeel titularis van het ambt van directeur van een psycho-medisch-sociaal centrum van de Franse Gemeenschap;

4° drie leden aangeduid op voordracht van de organisaties ter vertegenwoordiging van de leerkrachten en de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap en die aangesloten zijn bij vakorganisaties die zetelen in de Nationale Arbeidsraad, en aangesteld onder de leden van het technisch personeel die titularis zijn van het ambt van directeur van een psycho-medisch-sociaal centrum van de Franse Gemeenschap, waarbij iedere vakorganisatie minstens een vertegenwoordiger telt.

§ 2. De bevorderingscommissie die belast is met de voordracht van de kandidaten, bedoeld in artikel 88, is als volgt samengesteld :

1° een voorzitter gekozen onder de ambtenaren-generaal van het Ministerie;

2° drie leden gekozen onder de ambtenaren van het Ministerie, minstens titularis van de graad van directeur;

3° drie leden aangeduid onder de leden van het technisch personeel titularis van het ambt van directeur van een psycho-medisch-sociaal centrum van de Franse Gemeenschap of titularis van het inspectieambt in dezelfde discipline dan het te begeven inspectieambt;

4° drie leden aangeduid op voordracht van de organisaties ter vertegenwoordiging van de leerkrachten en de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap en die aangesloten zijn bij vakorganisaties die zetelen in de Nationale Arbeidsraad, en aangeduid onder de leden van het technisch personeel die titularis zijn van het ambt van directeur van een psycho-medisch-sociaal centrum van de Franse Gemeenschap of titularis zijn van het inspectieambt in dezelfde discipline dan het te begeven ambt, waarbij iedere vakorganisatie minstens een vertegenwoordiger telt.

§ 3. Voor elk werkend lid van iedere bevorderingscommissie wordt een plaatsvervanger aangeduid, gekozen op grond van dezelfde criteria als het werkend lid dat hij vervangt. »

**Art. 49.** Het opschrift van Hoofdstuk IX van hetzelfde besluit, zoals vervangen door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 april 1993, wordt vervangen door het volgend opschrift :

*"HOOFDSTUK IX. — Reaffectatie, tijdelijk terugroepen in actieve dienst en mutatie"*

**Art. 50.** § 1. Afdelingen 1 tot 5 van hetzelfde besluit, omvattende artikelen 95bis tot 128, worden vervangen door de volgende bepalingen :

*"Afdeling 1. — Algemeen*

Artikel 96. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° reaffectatie : toekenning aan een lid van het technisch personeel dat ter beschikking is gesteld bij ontstentenis van betrekking, van een definitief vacante betrekking van het ambt waarin hij is vast benoemd of toegelaten tot de stage;

2° tijdelijk terugroepen in actieve dienst : tijdelijke toekenning aan een lid van het technisch personeel dat ter beschikking is gesteld bij ontstentenis van betrekking, van een betrekking van het ambt waarin hij is vast benoemd of tot de stage toegelaten, of die hem toegang verleend heeft tot het bevorderingsambt waarin hij is vast benoemd;

3° mutatie : definitieve overplaatsing naar een ander centrum van een lid van het technisch personeel naar een definitief vacante betrekking van het ambt waarin hij is vast benoemd in een centrum.

Artikel 97. Er wordt een reaffectatiecommissie ingesteld op het Ministerie. Deze commissie bestaat uit :

1° een voorzitter gekozen onder de ambtenaren van het Ministerie, minstens titularis van de graad van adjunct-directeur-generaal;

2° twee leden gekozen onder de ambtenaren van het Ministerie, bevoegd op het vlak van het beheer van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap;

3° drie leden gekozen op voordracht van de vakorganisaties ter vertegenwoordiging van de leerkrachten en de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra die zijn ingericht door de Franse Gemeenschap, die zijn aangesloten bij vakorganisaties die zetelen in de Nationale Arbeidsraad, waarbij iedere organisatie minstens een vertegenwoordigers telt;

4° een afgevaardigde van de Franse Gemeenschapsregering.

Voor ieder werkend lid wordt een plaatsvervanger gekozen volgens dezelfde criteria als voor het werkend lid dat hij vervangt.

De Commissie wordt bijgestaan door een secretaris gekozen onder de ambtenaren van het Ministerie.

Artikel 98. De Regering duidt de voorzitter, de leden uit de ambtenarij en haar afgevaardigde aan.

Zij duidt eveneens, op voordracht van de in artikel 97, 3°, bedoelde organisaties, de leden aan die deze organisaties vertegenwoordigen.

Het mandaat van de voorzitter en de leden van de Commissie is vastgelegd op vier jaar hetwelk kan worden hernieuwd, met uitzondering van de Regeringsafgevaardigde wiens mandaat ten einde loopt bij de aanstelling van zijn opvolger.

De secretaris wordt aangeduid door de Regering op voordracht van de voorzitter.

De Commissie kan zich laten bijstaan door technici die niet stemgerechtigd zijn. Zij stelt haar huishoudelijk reglement op dat ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de Regering.

Artikel 99. Het mandaat van de leden van de reffectatiecommissie is niet bezoldigd. Zij hebben recht op de terugbetaling van de verplaatsingskosten in eerste klas om naar de vergaderingen te komen alsook op de terugbetaling van de verblijfskosten.

Artikel 100. De Reffectatiecommissie komt jaarlijks, tijdens de maand november, bijeen en draagt de leden van het technisch personeel voor in de betrekkingen die op 1 september van het lopend dienstjaar definitief vacant zijn.

Zij stuurt haar voorstellen naar de Regering die hierover beslist.

De beslissingen aangaande de reffectaties die zijn voorgesteld overeenkomstig het eerste lid, worden van kracht op 1 januari.

Als het lid van het technisch personeel terug in actieve dienst werd geroepen in een betrekking die minstens drie vierden van de opdracht omvat waarvoor hij wordt bezoldigd, neemt hij slechts zijn functie op in het centrum waar hij is gereffecteerd op 1 september van het volgend dienstjaar.

§ 2. Ieder jaar, tijdens de maand november, onderzoekt en stelt de Reffectatiecommissie de reffectatie voor van de leden van het technisch personeel die ter beschikking zijn gesteld bij ontstentenis van betrekking op 1 september van het lopend dienstjaar in de betrekkingen die kunnen worden vrijgemaakt overeenkomstig de bepalingen van artikel 10*bis* van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra.

Zij stuurt haar voorstellen naar de Regering die hierover beslist.

De beslissingen aangaande de reffectaties die zijn voorgesteld overeenkomstig het eerste lid, worden van kracht op 1 januari.

Artikel 101. § 1. Ieder lid van het technisch personeel dat ter beschikking is gesteld bij ontstentenis van betrekking kan, op zijn verzoek, ter beschikking worden gesteld om persoonlijke redenen.

§ 2. De duur van de terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking, die als basis dient voor de berekening van de wachtwedde bepaald in artikel 184, wordt opgeschort tijdens de periodes van tijdelijke terugroeping in actieve dienst.

#### Afdeling 2. — Reffectatie

Artikel 102. De op 1 september van het lopend dienstjaar definitief vacant geworden betrekkingen worden door de Regering ter kennis gebracht van de leden van het technisch personeel die ter beschikking zijn gesteld bij ontstentenis van betrekking in de centra middels tijdens de maand oktober in het *Belgisch Staatsblad* opgenomen bericht.

Dit bericht vermeldt dat de betrekkingen in het te begeven ambt via reffectatie zullen kunnen worden toegekend aan de stagedoende of vast benoemde leden van het technisch personeel die ter beschikking werden gesteld bij ontstentenis van betrekking.

Dit bericht nodigt de leden van het technisch personeel, die belangstelling tonen voor het te begeven ambt, uit een reffectatieaanvraag in te dienen.

Het bericht preciseert de vorm waarin en de termijn waarbinnen de aanvragen moeten worden ingediend.

Artikel 103. De aanvragen moeten bij ter post aangetekend schrijven worden verstuurd naar het adres dat vermeld staat in het bericht bedoeld in artikel 102.

De aanvragen moeten worden ingediend in de vastgestelde vorm en binnen de vastgestelde termijn.

Deze termijn mag niet minder bedragen dan tien werkdagen. Hij vangt aan op de dag van de publicatie van het bericht door het *Belgisch Staatsblad*.

Artikel 104. Het lid van het technisch personeel dat voor meerdere betrekkingen solliciteert, moet voor iedere betrekking een afzonderlijke aanvraag indienen, eventueel met vermelding van zijn voorkeur.

Artikel 105. De Regering reffecteert het lid van het technisch personeel dat geen aanvraag heeft ingediend tot reffectatie in een van de vacante betrekkingen die niet ingevuld worden door de leden van het technisch personeel die wel een of meerdere aanvragen om reffectatie hebben ingediend in de vastgestelde vorm en binnen de vastgestelde termijn.

De in het eerste lid bedoelde beslissingen tot reffectatie worden van kracht op 1 januari.

De bepalingen van artikel 100, § 1, vierde lid, zijn van toepassing.

#### Afdeling 3. — Tijdelijk terugroepen in actieve dienst

Artikel 106. Elk lid van het technisch personeel dat ter beschikking is gesteld bij ontstentenis van betrekking, blijft ter beschikking van de Regering die hem tijdelijk kan terugroepen in actieve dienst :

1° vóór iedere tijdelijke aanstelling;

2° nadien, in de betrekkingen die zijn ingenomen door de tijdelijken gerangschikt in de tweede groep;

3° ten slotte, in de betrekkingen die zijn ingenomen door de tijdelijken gerangschikt in de eerste groep, in de omgekeerde volgorde van hun rangschikking.

Artikel 107. Wanneer de Regering tijdelijk een betrekking in een bevorderingsambt moet verlenen, geeft zij voorrang aan de tijdelijke terugroeping in actieve dienst van een lid van het technisch personeel dat ter beschikking is gesteld in ditzelfde ambt, nadien aan het lid van het technisch personeel dat voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 85, 1 tot 6, en dat dit ambt onmiddellijk en daadwerkelijk kan uitoefenen.

Artikel 108. Het lid van het technisch personeel dat ter beschikking is gesteld bij ontstentenis van betrekking in een bevorderingsambt kan tijdelijk teruggeroepen worden in actieve dienst in een betrekking van het wervingsambt dat hem toegang heeft gegeven tot het bevorderingsambt waarin hij is vast benoemd, overeenkomstig de bepalingen van artikel 106.

Niettegenstaande deze tijdelijke terugroeping in actieve dienst, blijft het in het eerste lid bedoelde lid van het technisch personeel ter beschikking van de Regering om te worden gereffecteerd in het ambt waarin hij is vast benoemd.

Het lid van het technisch personeel, tijdelijk teruggeroepen in actieve dienst, behoudt het voordeel van de loonschaal die het had vóór zijn terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking.



*Afdeling 4. — Mutatie*

Artikel 109. De betrekkingen die definitief vacant blijven na de reffectaties en waarvoor geen enkele afwijking werd toegestaan met toepassing van artikelen 3, § 2, en 4, § 2, van de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra, worden door de Regering ter kennis gebracht van de vast benoemde leden van het technisch personeel via een bericht in het *Belgisch Staatsblad* dat wordt gepubliceerd gedurende de maand februari.

Dit bericht vermeldt dat de betrekkingen kunnen worden toegekend aan de vast benoemde leden van het technisch personeel die titularis zijn van het wervingsambt waarvan de betrekking te begeven is en die minstens de vermelding "voldoet" hebben gekregen tijdens de laatste beoordelingsstaat of die titularis zijn van het bevorderingsambt waarvan de betrekking te begeven is en die sedert minstens drie jaar vast benoemd zijn in dit bevorderingsambt.

Het bericht nodigt de leden van het technisch personeel die belangstelling tonen voor de te begeven betrekking uit een mutatieaanvraag in te dienen.

Dit bericht nodigt de in het tweede lid bedoelde leden van het technisch personeel, die een mutatie wensen in een betrekking die definitief vacant geworden is naar aanleiding van mutaties tijdens de eerste ronde, uit een mutatieaanvraag in te dienen.

Het bericht preciseert de vorm waarin en de termijn waarbinnen deze aanvragen moeten worden ingediend.

Artikel 110. De aanvragen moeten bij ter post aangetekend schrijven worden verstuurd naar het adres dat vermeld staat in het bericht bedoeld in artikel 102.

De aanvragen moeten worden ingediend in de vastgestelde vorm en binnen de vastgestelde termijn.

Deze termijn mag niet minder bedragen dan tien werkdagen. Hij vangt aan op de dag van de publicatie van het bericht door het *Belgisch Staatsblad*.

Artikel 111. Het lid van het technisch personeel dat voor meerdere betrekkingen solliciteert, moet voor iedere betrekking een afzonderlijke aanvraag indienen, eventueel met vermelding van zijn voorkeur.

Artikel 112. Enkel de aanvragen die zijn ingediend in de vorm en binnen de termijn vastgesteld door het bericht bedoeld in artikel 109 worden in aanmerking genomen.

Artikel 113. Elke betrekking van het ambt waarin ze vast benoemd zijn, die definitief vacant is geworden naar aanleiding van de mutaties tijdens de eerste mutatieleronde, wordt via een rondschrĳven ter kennis gebracht van de leden van het technisch personeel die een mutatieaanvraag hebben ingediend overeenkomstig de bepalingen van artikel 109, vierde lid, en die hun mutatie niet hebben verkregen tijdens de eerste ronde.

Dit rondschrĳven wordt hen via aangetekend schrĳven toegestuurd. De leden van het technisch personeel die belangstelling tonen voor de te begeven betrekking worden erin verzocht hun aanvraag in te dienen op het aangeduide adres, binnen een termijn van acht dagen. Deze termijn vangt aan de dag volgend op de verzendingsdatum van dit rondschrĳven.

Artikel 114. Voor elkeen van de te begeven betrekkingen worden de leden van het technisch personeel die een mutatieaanvraag wettig hebben ingediend en die voldoen aan de vereiste voorwaarden, gerangschikt op grond van hun dienstanciënniteit in de centra van de Franse Gemeenschap, verworven op 1 september van het lopend dienstjaar.

Bij gelijke dienstanciënniteit wordt voorrang gegeven aan het lid van het technisch personeel met de grootste amtsanciënniteit in de centra van de Franse Gemeenschap, op voormelde datum.

Bij gelijke amtsanciënniteit wordt voorrang gegeven aan het oudste lid van het technisch personeel in leeftijd.

Artikel 115. § 1. Voor de berekening van de in artikel 114 bedoelde dienstanciënniteit :

1. worden alle diensten die het technisch personeelslid werkelijk gepresteerd heeft, in welke hoedanigheid ook, in de centra van de Franse Gemeenschap in een ambt van het technisch personeel in aanmerking genomen;

2. bestaat de duur van deze gepresterde diensten in een ambt met volledige of onvolledige dagtaak uit het aantal gepresterde dagen, gerekend van het begin tot het einde van deze ononderbroken periodes dienstactiviteit, met inbegrip van alle afwezigheden gelijkgesteld aan een periode van dienstactiviteit, vervat in deze ononderbroken periodes dienstactiviteit;

3. worden eveneens in aanmerking genomen :

a) de afwezigheden als tijdelijk lid van het technisch personeel verkregen overeenkomstig artikel 170 van dit besluit, als zij vervat zitten in de ononderbroken periodes dienstactiviteit;

b) de periodes tijdens dewelke het personeelslid ter beschikking werd gesteld bij ontstentenis van betrekking of ter beschikking wegens ziekte;

4. vormen dertig dagen een maand;

5. worden de werkelijk gepresterde diensten in een ambt met onvolledige dagtaak die minstens de helft van de prestaties bevat die vereist zijn voor een ambt met volledige dagtaak, in aanmerking genomen zoals de diensten die zijn gepresteerd in een ambt met volledige dagtaak, waarbij het aantal dagen verworven in een ambt met onvolledige dagtaak, die bestaat uit minstens de helft van de prestaties vereist voor een ambt met volledige dagtaak, met de helft verminderd wordt.

§ 2. Voor de berekening van de in artikel 114 bedoelde amtsanciënniteit :

worden alle werkelijke diensten in aanmerking genomen die het technisch personeelslid heeft gepresteerd in de centra van de Franse Gemeenschap, in welke hoedanigheid ook, in het ambt waarvan de betrekking te begeven is;

zijn de bepalingen van § 1, 2 tot 5, van toepassing. »

Artikel 116. De Regering kent, via mutatie, elke definitief vacante betrekking van het ambt waarin het is vast benoemd toe aan het lid van het technisch personeel dat als eerste gerangschikt staat op de in artikel 114 bedoelde rangschikking, rekening houdend met de voorkeuren die zijn uitgesproken overeenkomstig de bepalingen van artikel 111.

De Regering kan afwijken van de in het eerste lid bedoelde regel wat betreft de mutatie in een betrekking van een bevorderingsambt. In dit geval formuleert de Regering haar beslissing en neemt ze daarbij de motieven over die deze beslissing verantwoorden.

De beslissingen tot mutatie worden van kracht op 1 september van het volgend dienstjaar. »

§ 2. Artikelen 117 tot 128 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

**Art. 51.** In hetzelfde besluit wordt afdeling 6, omvattende artikel 129, zoals gewijzigd door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1996, opgeheven.

**Art. 52.** In artikel 130 van hetzelfde besluit worden de woorden "4. de overplaatsing bij tuchtmaatregel" en "6. de terugzetting in rang" geschrapt.

**Art. 53.** Artikelen 134, 136, 137 en 138 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

**Art. 54.** In artikel 139 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid geschrapt.

**Art. 55.** In artikel 140 van hetzelfde besluit worden de woorden " , onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 138" geschrapt.

**Art. 56.** Artikel 141 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 141. Iedere straf wordt opgetekend in het beoordelingsdossier. »

**Art. 57.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 144bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 144bis. De tuchtstraf wordt ambtshalve doorgehaald na een termijn van :

1° een jaar voor de terechtwijzing en de berisping;

2° drie jaar voor de afhouding van wedde;

3° vijf jaar voor de schorsing bij tuchtmaatregel;

4° zeven jaar voor de op non-activiteitsstelling bij tuchtmaatregel.

De in het eerste lid bedoelde termijn gaat in vanaf de uitspraak van de tuchtstraf.

Onverminderd de uitvoering van de tuchtstraf heeft de doorhaling tot gevolg dat de straf geen gevolgen meer kan hebben, met name op de rechten op toegang tot een bevorderingsambt. De tuchtstraf wordt doorgehaald in het beoordelingsdossier van het lid van het technisch personeel. »

**Art. 58.** Het opschrift van afdeling 2 van Hoofdstuk X van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgend opschrift :

*"Afdeling 2. — Raad van beroep".*

**Art. 59.** Artikel 145 van hetzelfde besluit worden vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 145. Er wordt bij het Ministerie een Raad van beroep ingesteld. »

**Art. 60.** Artikel 146 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 61.** Artikel 147 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 147. De Raad van beroep wordt voorgezeten door de voorzitter en, bij diens afwezigheid, door een plaatsvervangende voorzitter. »

**Art. 62.** Artikel 148 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 148. De Raad van beroep is samengesteld :

1° uit een voorzitter aangeduid door de Regering onder de magistraten, in actieve dienst op of rust, of onder de ambtenaren-generaal van de Algemene Directie van het ondewijspersoneel van de Franse Gemeenschap;

2° uit drie leden aangeduid door de Regering;

3° uit drie leden ter vertegenwoordiging van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, aangeduid door de Regering op voordracht van de vakorganisaties ter vertegenwoordiging van de leerkrachten en de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap die zijn aangesloten bij vakorganisaties die zetelen in de Nationale Arbeidsraad, waarbij elk van deze vakorganisaties minstens een vertegenwoordiger heeft;

4° uit een secretaris. »

**Art. 63.** Artikel 149 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 64.** Artikel 150 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 april 1999, wordt opgeheven.

**Art. 65.** Artikel 151 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 151. De Regering duidt, voor ieder werkend lid, twee plaatsvervangers aan op dezelfde wijzen als deze bedoeld in artikel 148, 2° en 3°.

Zij wijst tevens twee plaatsvervangende voorzitters aan op dezelfde wijzen als deze bedoeld in artikel 148, 1° . »

**Art. 66.** In artikel 152 van hetzelfde besluit wordt het woord "benoemd" vervangen door het woord "aangesteld".

**Art. 67.** Artikel 153 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 153. De Regering duidt de secretaris en de twee plaatsvervangende secretarissen van de Raad van beroep aan onder de ambtenaren van het Ministerie.

De secretaris en plaatsvervangende secretarissen van de Raad van beroep verzorgen het secretariaat. Zij zijn niet stemgerechtigd. »

**Art. 68.** In artikel 155 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen door de volgende bepaling :

« Behoudens in het geval van strafrechtelijke vervolgingen moet de Raad van beroep, voor de beroepen ingesteld tegen ieder voorstel tot tuchtstraf, een advies uitbrengen binnen de drie maanden na de ontvangst van het volledig dossier van de zaak. »

**Art. 69.** In artikel 156 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "van de bevoegde commissie" vervangen door de woorden "van de Raad van beroep";

2° het tweede lid wordt vervangen door het volgend lid :

« Binnen de tien werkdagen na de ontvangst van deze lijst, mag de appellant de wraking van één of meerdere leden vragen, evenwel van niet meer dan drie werkende en plaatsvervangende leden aangesteld op voordracht van de vakorganisaties en drie leden rechtstreeks aangesteld door de Regering. »

**Art. 70.** In artikel 158 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 29 april 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De appellant kan zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de leden van het technisch personeel van de centra van de Franse Gemeenschap, in actieve dienst of op rust, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakorganisatie. »;

2° het laatste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Als de appellant, hoewel wettig opgeroepen, nalaat te verschijnen of niet is vertegenwoordigd, zonder geldige redenen, wordt de Raad van beroep geacht het dossier uit handen te zijn genomen en stuurt hij het dossier naar de minister die een beslissing neemt. »

**Art. 71.** In artikel 159 van hetzelfde besluit worden de woorden "De commissie beraadslagen" vervangen door de woorden "De Raad van beroep beraadslaagt".

**Art. 72.** In artikel 160, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "aan de commissie" vervangen door de woorden "aan de Raad van beroep".

**Art. 73.** In artikel 161 van hetzelfde besluit worden de woorden "de commissie" vervangen door de woorden "de Raad van beroep".

**Art. 74.** Artikel 163 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 163. De tuchtoverheid beslist binnen de maand na de ontvangst van het advies van de Raad van beroep. De beslissing vermeldt het met reden omkleed advies van de raad van beroep of het uitblijven van advies. De beslissing wordt door de Regering ter kennis gebracht van de Raad van beroep en van de betrokkene. »

**Art. 75.** In artikel 165 van hetzelfde besluit worden de woorden "de Raden van beroep" vervangen door de woorden "de Raad van beroep".

**Art. 76.** Er wordt in hetzelfde besluit een hoofdstuk *Xbis* ingevoegd, luidend als volgt :

"HOOFDSTUK *Xbis*. — *Preventieve schorsing : administratieve maatregel*

*Afdeling 1.* — *Preventieve schorsing van leden van het vast benoemd technisch personeel*

Artikel 165*bis*. § 1. Een preventieve schorsingsprocedure kan, wanneer het belang van de dienst dit vereist, worden opgestart ten aanzien van een vast benoemd lid van het technisch personeel :

1° als dit lid blootgesteld is aan strafrechtelijke vervolgingen;

2° voor de aanvang van disciplinaire vervolgingen of als dit lid het voorwerp is van disciplinaire vervolgingen;

3° zodra de Regering hem bij ter post aangetekend schrijven, in kennis stelt van de vaststelling van een onverenigbaarheid.

§ 2. De in deze afdeling geregelde preventieve schorsing is een louter administratieve maatregel en is niet van dezelfde aard als een sanctie.

Zij wordt door de Regering uitgesproken en is met redenen omkleed. Zij heeft tot doel het lid van het technisch personeel uit zijn functies te verwijderen.

Tijdens de preventieve schorsing blijft het lid van het technisch personeel in de administratieve stand van actieve dienst.

§ 3. Vóór iedere preventieve schorsingsmaatregel moet het lid van het technisch personeel verzocht geweest zijn zich te laten horen door de Regering.

De oproeping naar de hoorzitting alsook de motieven die de preventieve schorsing verantwoorden, worden minstens drie werkdagen voor de hoorzitting meegedeeld aan het lid van het technisch personeel, hetzij via ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs dat drie werkdagen na de verzending ingaat, hetzij via persoonlijke overhandiging met ontvangstbewijs dewelke ingaat op de datum die vermeld staat op dit ontvangstbewijs.

Tijdens de hoorzitting kan het lid van het technisch personeel zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een vertegenwoordiger van een erkende vakorganisatie, door een advocaat of een verdediger gekozen onder de leden van het technisch personeel van de centra ingericht door de Franse Gemeenschap, in actieve dienst of op rust.

Binnen de tien werkdagen volgend op de voorziene datum van de hoorzitting wordt de beslissing aan het lid van het technisch personeel via ter post aangetekend schrijven meegedeeld, en dit zelfs als het lid van het technisch personeel of diens vertegenwoordiger niet zijn verschenen op de hoorzitting zonder daarbij een geval van overmacht te kunnen inroepen die hun afwezigheid op de hoorzitting verantwoordt.

Indien het lid van het technisch personeel of diens vertegenwoordiger evenwel redenen van overmacht kunnen inroepen dewelke hun afwezigheid op de hoorzitting verantwoorden, wordt het lid van het technisch personeel andermaal opgeroepen tot een hoorzitting die wordt betekend overeenkomstig het tweede lid.

In dit geval, en zelfs wanneer het lid van het technisch personeel of zijn vertegenwoordiger niet zijn verschenen op de hoorzitting, wordt de beslissing aan het lid van het technisch personeel via ter post aangetekend schrijven meegedeeld binnen de drie werkdagen volgend op de voorziene datum van de hoorzitting.

Als de beslissing leidt tot de preventieve schorsing van het lid van het technisch personeel, wordt deze van kracht op de derde werkdag volgend op de datum van verzending.

§ 4. In afwijking van het eerste lid van § 3 kan het lid van het technisch personeel op staande voet worden verwijderd uit zijn functies in geval van zware fout waarop hij met heterdaad betrapt is of wanneer de grieven die hem ten laste worden gelegd dermate ernstig zijn dat het aangewezen is dat, in het belang van de dienst, het lid van het technisch personeel niet langer aanwezig is in dit centrum.

Binnen de tien werkdagen volgend op de dag waarop de maatregel tot onmiddellijke verwijdering werd genomen, moet de procedure tot preventieve schorsing opgestart worden overeenkomstig de bepalingen van dit artikel. Bij ontstentenis loopt de maatregel tot onmiddellijke verwijdering ten einde na voormelde termijn en kan het lid van het technisch personeel niet meer opnieuw worden verwijderd uit het centrum voor dezelfde zware fout of dezelfde grieven dan middels de naleving van de procedure tot preventieve schorsing zoals bedoeld met name in § 3 van dit artikel.

De maatregel tot onmiddellijke verwijdering wordt getroffen door de Regering.

Het op staande voet verwijderd lid van het technisch personeel blijft in de administratieve stand van actieve dienst staan.

§ 5. De duur van de preventieve schorsing mag, in het raam van de vaststelling van een onverenigbaarheid of van een tuchtprocedure of vóór de eventuele opstarting van een tuchtprocedure, niet meer bedragen dan een jaar en verstrijkt in het geval van een tuchtprocedure sowieso :

1° na zes maand als geen enkele tuchtstraf is uitgesproken en binnen deze termijn betekend aan het lid van het technisch personeel;

2° de derde werkdag volgend op de betekening van het voorstel van tuchtstraf als deze beslissing de rechtwijzing, de berisping of de afhouding van wedde betekent;

3° voor een ander voorstel van tuchtstraf dan deze bedoeld in 2°, tachtig kalenderdagen na de kennisgeving van het voorstel van tuchtstraf aan het lid van het technisch personeel als laatstgenoemde geen beroep heeft ingesteld tegen dit voorstel;

4° voor een ander voorstel van tuchtstraf dan deze bedoeld in 2°, tachtig kalenderdagen na de kennisgeving aan de Regering van het advies van de raad van beroep over het voorstel van tuchtstraf uitgesproken tegen het lid van het technisch personeel;

5° de dag waarop de tuchtstraf van kracht wordt.

Bij strafrechtelijke vervolgingen is de duur van de preventieve schorsing niet beperkt tot een jaar.

Wanneer de tuchtprocedure wordt opgestart of voortgezet na een strafrechtelijke veroordeling uitgesproken met kracht van gewijsde, begint de in het eerste lid bedoelde termijn pas te lopen vanaf de uitspraak van deze veroordeling.

§ 6. In het raam van een tuchtprocedure of vóór de eventuele opstarting van een tuchtprocedure moet de preventieve schorsing om de drie maand vanaf de inwerkingtreding schriftelijk bevestigd worden.

Deze bevestiging wordt via ter post aangetekend schrijven betekend aan de betrokkene.

Bij ontstentenis van bevestiging van de preventieve schorsing binnen de opgelegde termijn kan het betrokken lid van het technisch personeel terugkeren in zijn functie na de Regering hiervan, bij aangetekende brief, minstens tien werkdagen vóór de effectieve hervatting van het werk, op de hoogte te hebben gebracht.

Na ontvangst van deze betekening kan de Regering de preventieve schorsing behouden volgens de in het tweede lid bedoelde procedure.

Artikel 165ter. Ieder preventief geschorst lid van het technisch personeel behoudt zijn recht op loon.

In afwijking van het eerste lid wordt het loon van ieder preventief geschorst lid van het technisch personeel, dat het voorwerp is :

1° van een beschuldiging of van een hechtenis in het raam van strafrechtelijke vervolgingen;

2° van een niet-definitieve strafrechtelijke veroordeling tegen dewelke het lid van het technisch personeel zijn gewone rechtsmiddelen inroept;

3° van een tuchtprocedure die is opgestart of voortgezet volgend op een definitieve strafrechtelijke veroordeling;

4° van disciplinaire vervolgingen wegens zware fout die ofwel op heterdaad is vastgesteld of waarvan bewijzen voorhanden zijn en waarover de Regering moet oordelen;

5° van een voorstel tot tuchtstraf bedoeld in artikel 130, 5, 7 en 8,

vastgesteld op de helft van zijn loon in actieve dienst.

Deze loonsvermindering mag niet tot gevolg hebben dat het loon lager ligt dan de werkloosheidsuitkering waarop het lid van het technisch personeel recht zou hebben mocht hij genieten van het sociaal zekerheidsstelsel voor werknemers.

Voor de toepassing van het tweede lid, 1° en 2°, gaat deze loonsvermindering in op de eerste dag van de maand die volgt op de dag van de beschuldiging of van de hechtenis of van de uitspraak van de niet-definitieve veroordeling.

Voor de toepassing van het tweede lid, 3°, wordt de krachtens het tweede lid, 1° of 2°, reeds doorgevoerde loonsvermindering behouden bovenop de definitieve veroordeling als de Regering het lid van het technisch personeel op de hoogte brengt van haar intentie de tuchtprocedure op te starten of voort te zetten.

Voor de toepassing van het tweede lid, 4°, gaat de loonsvermindering in op de eerste dag van de maand die volgt op de betekening van de toepassing van dit tweede lid, 4°, door de Regering aan het lid van het technisch personeel.

Voor de toepassing van het tweede lid, 5°, gaat deze loonsvermindering in op de dag dat het voorstel tot tuchtstraf wordt voorgelegd of ter kennis gebracht van het lid van het technisch personeel.

Art. 165quater. Op het einde van de tuchtprocedure of van de strafrechtelijke procedure wordt de maatregel tot loonsvermindering uitgesteld, behalve wanneer :

1° de Regering het lid van het technisch personeel een van de in artikel 130, 5, 7 en 8, bedoelde tuchtstraffen oplegt;

2° artikel 196, 2°, b), of 6°, toegepast wordt;

3° het lid van het technisch personeel het voorwerp is van een definitieve strafrechtelijke veroordeling al dan niet gevolgd door een disciplinaire procedure.

Wanneer de maatregel tot loonsvermindering krachtens het eerste lid uitgesteld wordt, ontvangt het lid van het technisch personeel het resterend bedrag van zijn weddetoelage die hem aanvankelijk was afgehouden, vermeerderd met de verwijlinteressen berekend aan de wettelijke rentevoet en verschuldigd sedert de dag dat de vermindering werd doorgevoerd.

De tijdens de preventieve schorsing door het lid van het technisch personeel geïnde bedragen mogen behouden worden.

Als het loon van het lid van het technisch personeel verminderd werd met toepassing van artikel 165ter, tweede lid, 4° of 5°, en dat er op het einde van de tuchtprocedure een straf van disciplinaire schorsing is uitgesproken voor een kortere duur dan de duur van de loonsvermindering, wordt deze laatste uitgesteld voor de periode buiten de duur van de disciplinaire schorsing en krijgt het lid van het technisch personeel in dit geval het resterend bedrag van zijn tijdens deze periode onwettig afgehouden wachtloon, vermeerderd met de verwijlinteressen berekend aan de wettelijke rentevoet en verschuldigd sedert de dag dat deze vermindering werd doorgevoerd.

Het vierde lid is niet van toepassing in het raam van een tuchtprocedure die is opgestart of voortgezet na een definitieve strafrechtelijke veroordeling.

*Afdeling 2. — Preventieve schorsing van de tijdelijke of tot de stage toegelaten leden van het technisch personeel*

Artikel 165quinquies. § 1. Een preventieve schorsingsprocedure kan, in het belang van de dienst, worden opgestart ten aanzien van een vast benoemd lid van het technisch personeel :

1° als deze blootgesteld is aan strafrechtelijke vervolgingen;

2° zodra de Regering hem bij ter post aangetekend schrijven, in kennis stelt van de vaststelling van een onverenigbaarheid.

§ 2. De in deze afdeling geregelde preventieve schorsing is een louter administratieve maatregel en is niet van dezelfde aard als een sanctie.

Zij wordt door de Regering uitgesproken en is met redenen omkleed. Zij heeft tot doel het lid van het technisch personeel uit zijn functies te verwijderen.

Tijdens de preventieve schorsing blijft het lid van het technisch personeel in de dienststand van actieve dienst.

§ 3. Voor iedere preventieve schorsingsmaatregel moet het lid van het technisch personeel verzocht geweest zijn zich te laten horen door de Regering.

De oproeping naar de hoorzitting alsook de motieven die de preventieve schorsing verantwoorden, worden meegedeeld aan het lid van het technisch personeel minstens drie werkdagen voor de hoorzitting, hetzij via ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs dat drie werkdagen na de verzending ingaat, hetzij via persoonlijke overhandiging met ontvangstbewijs dat ingaat op de datum die vermeld staat op dit ontvangstbewijs.

Tijdens de hoorzitting kan het lid van het technisch personeel zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een vertegenwoordiger van en erkende vakorganisatie, door een advocaat of een verdediger gekozen onder de leden van het technisch personeel van de centra ingericht door de Franse Gemeenschap, in actieve dienst of op rust.

Binnen de tien werkdagen volgend op de voorziene datum van de hoorzitting wordt de beslissing aan het lid van het technisch personeel via ter post aangetekend schrijven meegedeeld, en dit zelfs als het lid van het technisch personeel of diens vertegenwoordiger niet zijn verschenen op de hoorzitting zonder daarbij een geval van overmacht te kunnen inroepen die hun afwezigheid op de hoorzitting verantwoordt.

Indien het lid van het technisch personeel of diens vertegenwoordiger evenwel redenen van overmacht kunnen inroepen dewelke hun afwezigheid op de hoorzitting verantwoorden, wordt het lid van het technisch personeel andermaal opgeroepen tot een hoorzitting die wordt betekend overeenkomstig het tweede lid.

In dit geval, en zelfs wanneer het lid van het technisch personeel of zijn vertegenwoordiger niet zijn verschenen op de hoorzitting, wordt de beslissing aan het lid van het technisch personeel via ter post aangetekend schrijven meegedeeld binnen de drie werkdagen volgend op de voorziene datum van de hoorzitting.

Als de beslissing leidt tot de preventieve schorsing van het lid van het technisch personeel wordt deze van kracht op de derde werkdag volgend op de verzendingsdatum.

§ 4. In afwijking van het eerste lid van § 3 kan het lid van het technisch personeel op staande voet worden verwijderd uit zijn functies in geval van zware fout waarop hij met heterdaad betrapt is of wanneer de grieven die hem ten laste worden gelegd dermate ernstig zijn dat het aangewezen is dat, in het belang van de dienst, het lid van het technisch personeel niet langer aanwezig is in dit centrum.

Binnen de tien werkdagen volgend op de dag waarop de maatregel tot onmiddellijke verwijdering werd genomen, moet de procedure tot preventieve schorsing opgestart worden overeenkomstig de bepalingen van dit artikel. Bij ontstentenis loopt de maatregel tot onmiddellijke verwijdering ten einde na voormelde termijn en kan het lid van het technisch personeel niet meer opnieuw worden verwijderd uit het centrum voor dezelfde zware fout of dezelfde grieven dan middels de naleving van de procedure tot preventieve schorsing zoals bedoeld met name in § 3 van dit artikel.

De maatregel tot onmiddellijke verwijdering wordt getroffen door de Regering.

Het op staande voet verwijderd lid van het technisch personeel blijft in de administratieve stand van actieve dienst staan.

§ 5. Onverminderd de toepassing van artikel 165octies, mag de preventieve schorsing niet langer duren dan zes maanden in het raam van de vaststelling van een onverenigbaarheid; in het raam van strafrechtelijke vervolgingen is de duur van de preventieve schorsing niet beperkt tot zes maanden.

Artikel 165sexies. Ieder preventief geschorst lid van het technisch personeel behoudt zijn recht op loon.

In afwijking van het eerste lid wordt het loon van ieder preventief geschorst lid van het technisch personeel, dat het voorwerp is :

1° van een beschuldiging of van een hechtenis in het raam van strafrechtelijke vervolgingen;

2° van een niet-definitieve strafrechtelijke veroordeling tegen dewelke het lid van het technisch personeel zijn gewone rechtsmiddelen inroept;

vastgesteld op de helft van zijn loon in actieve dienst.

Deze loonsvermindering mag niet tot gevolg hebben dat het loon lager ligt dan de werkloosheidsuitkering waarop het lid van het technisch personeel recht zou hebben mocht hij genieten van het sociaal zekerheidsstelsel voor werknemers.

Deze loonsvermindering gaat in op de eerste dag van de maand die volgt op de dag van de beschuldiging of van de hechtenis of van de uitspraak van de niet-definitieve veroordeling.

Artikel 165septies. Op het einde van de strafrechtelijke procedure wordt de maatregel tot loonsvermindering uitgesteld, behalve wanneer :

1° artikel 196, 2°, b), of 6°, toegepast wordt;

2° het lid van het technisch personeel het voorwerp is van een definitieve strafrechtelijke veroordeling.

Wanneer de maatregel tot loonsvermindering krachtens het eerste lid uitgesteld wordt, ontvangt het lid van het technisch personeel het resterend bedrag van zijn weddetoelage die hem aanvankelijk was afgehouden, vermeerderd met de verwijlinteressen berekend aan de wettelijke rentevoet en verschuldigd sedert de dag dat de vermindering werd doorgevoerd.

De tijdens de preventieve schorsing door het lid van het technisch personeel geïnde bedragen mogen behouden worden.

Artikel 165octies. De procedure tot preventieve schorsing alsmede de maatregelen die genomen zijn ten aanzien van een tijdelijk lid van het technisch personeel met toepassing van de bepalingen van deze afdeling lopen van rechtswege ten einde op de dag waarop de aanstelling beëindigd wordt en, uiterlijk, op 31 augustus van het lopend dienstjaar.

Wanneer het stagedoend lid van het technisch personeel waartegen een procedure tot preventieve schorsing werd opgestart of een maatregel werd genomen krachtens deze afdeling, de hoedanigheid verwerft van vast benoemde, zijn de bepalingen van afdeling 1 van dit hoofdstuk van toepassing.

**Art. 77.** In artikel 169, § 1, van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit nr. 73 van 20 juli 1982, door de koninklijke besluiten van 29 augustus 1985 en 21 oktober 1985, door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 november 1991, door het decreet van 24 juni 1996 en door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 24 oktober 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "door Ons" vervangen door de woorden "door de Regering";

2° punt 11 wordt opgeheven.

**Art. 78.** In artikel 170 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "door Ons" vervangen door de woorden "door de Regering";

2° het artikel wordt aangevuld met het punt 8, luidend als volgt :

« 8. voor dringende familiale redenen alsook voor ouderlijke redenen".

**Art. 79.** Artikel 171 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 3, luidend als volgt :

« 3. Wanneer hij, om familiale redenen, afwezig mag zijn voor een langere periode".

**Art. 80.** In artikel 174 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd door het decreet van 24 juni 1996 en het besluit van de Regering van 29 april 1999, wordt letter b) hersteld in de volgende lezing :

« b) wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst;".

**Art. 81.** In artikel 183, § 3, van hetzelfde besluit, zoals vervangen door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 april 1993, worden de woorden "in een vacante betrekking" vervangen door de woorden "in een definitief of tijdelijk vacante betrekking".

**Art. 82.** Artikel 183bis van hetzelfde besluit, zoals ingevoegd door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 april 1993, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 183bis. Een vast benoemd of stagelopen lid van het technisch personeel, titularis van een wervingsambt in een centrum van de Franse Gemeenschap, wordt pas ter beschikking gesteld bij ontstentenis van betrekking nadat een einde werd gemaakt aan de diensten van de leden van het technisch personeel die hetzelfde ambt bijkomstig uitoefenen in ditzelfde centrum en vervolgens aan de diensten van de leden van het technisch personeel die hetzelfde ambt tijdelijk uitoefenen in een vacante betrekking in dit centrum. »

**Art. 83.** In artikel 183ter van hetzelfde besluit, zoals ingevoegd door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 april 1993 en gewijzigd door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 3 wordt opgeheven;

2° § 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. De bepalingen van artikel 115 zijn van toepassing voor de berekening van de dienst- en ambtsanciënniteit bedoeld in §§ 1 en 2. Deze anciënniteiten worden vastgesteld op de dag dat de terbeschikkingstelling wordt uitgesproken. »

**Art. 84.** In artikel 184, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "aan zijn activiteitswedde" vervangen door de woorden "aan zijn laatste activiteitswedde".

**Art. 85.** Artikel 186 van hetzelfde besluit, zoals opgeheven door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 29 april 1999, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Artikel 186. § 1. Het lid van het technisch personeel dat vast benoemd of tot de stage toegelaten is, kan door de Regering ingevolge een voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst, uitgesproken volgens de wijzen bepaald door de Regering, in het belang van de dienst ter beschikking worden gesteld wegens ambtsontheffing. De duur van de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst mag, in een of meerdere tijdsbestekken, niet langer duren dan zes maanden voor de hele loopbaan van het lid van het technisch personeel.

Er kan evenwel door de Regering worden afgeweken van de in het eerste lid bedoelde beperking teneinde de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst waartoe is beslist tijdens een dienstjaar ten aanzien van een lid van het technisch personeel te verlengen tot op het einde van het lopend dienstjaar.

Tijdens de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst krijgt het lid van het technisch personeel een wachtloon gelijk aan 75 % van zijn laatste loon in actieve dienst. Een lid van het technisch personeel kan niet ter beschikking gesteld worden wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst als de feiten waarom deze maatregel overwogen wordt het voorwerp kunnen zijn van een tuchtmaatregel of van een procedure waarbij een onverenigbaarheid wordt vastgesteld of als het lid van het technisch personeel, voor deze feiten, strafrechtelijk wordt vervolgd.

§ 2. Voorafgaand aan ieder voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst moet het lid van het technisch personeel zijn uitgenodigd zich te laten horen door de Regering. De oproeping tot de hoorzitting alsook de motieven waarom de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst overwogen wordt, moeten het lid van het technisch personeel kenbaar worden gemaakt vijf werkdagen vóór de hoorzitting, hetzij bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs, hetzij door persoonlijke overhandiging met ontvangstbewijs. Tijdens de hoorzitting mag het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de leden van het technisch personeel van de centra ingericht door de Franse Gemeenschap, in actieve dienst of op rust, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakbondsorganisatie. De procedure wordt geldig voortgezet wanneer het personeelslid, dat volgens de regels is opgeroepen, niet verschijnt op de hoorzitting of er niet vertegenwoordigd is.

Indien het lid van het technisch personeel of diens vertegenwoordiger evenwel redenen van overmacht kunnen invoeren dewelke hun afwezigheid op de hoorzitting verantwoorden, wordt het lid van het technisch personeel opgeroepen voor een nieuwe hoorzitting die wordt betekend overeenkomstig het eerste lid.

Ditmaal, en zelfs wanneer het lid van het technisch personeel of zijn vertegenwoordiger niet zijn verschenen op de hoorzitting, wordt de procedure geldig voortgezet.

Het lid van het technisch personeel tegen wie het voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst wordt uitgesproken, kan binnen de tien dagen na de betekening van het voorstel, een beroep kan instellen bij de Raad van beroep.

De Raad van beroep verstuurt zijn gemotiveerd advies naar de Regering binnen een termijn van hoogstens drie maanden.

De Regering neemt haar beslissing binnen een maand na de ontvangst van het advies van de Raad van beroep en de terbeschikkingstelling gaat daarbij in op de derde werkdag volgend op de kennisgeving aan de verzoeker.

§ 3. Als het lid van het technisch personeel geen beroep heeft ingesteld bij de Raad van beroep binnen de in § 2 voorgeschreven termijn, wordt het voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst, na deze termijn, verstuurd naar de Regering die zich uitsprekt binnen een maand.

De Regering brengt haar beslissing ter kennis van het lid van het technisch personeel en de terbeschikkingstelling gaat in op de derde werkdag na de kennisgeving. »

**Art. 86.** Artikel 196 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 196. De leden van het technisch personeel die tijdelijk aangesteld, tot de stage toegelaten of vast benoemd zijn, worden ambtshalve uit hun functie gezet en zonder opzegging :

1° als zij niet op een regelmatige manier tijdelijk aangesteld, tot de stage toegelaten of vast benoemd zijn;

2° als zij niet langer voldoen aan de volgende voorwaarden :

a) Belg zijn of ingezetene van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens afwijking toegestaan door de Regering;

b) zijn burgerlijke en politieke rechten genieten;

c) aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;

d) van onberispelijk gedrag zijn;

3° als, na een toegelaten afwezigheid, zij nalaten zonder enige geldige reden, hun werk te hervatten en afwezig blijven gedurende een ononderbroken periode van meer dan tien dagen;

4° als zij, zonder enige geldige reden, hun werk verlaten en gedurende meer dan tien dagen ononderbroken afwezig blijven;

5° als zij, teruggeroepen in actieve dienst, zonder enige geldige reden weigeren de door de Regering toegewezen betrekking op te nemen binnen de tien dagen;

6° als zij zich in een geval bevinden waar de toepassing van de burgerlijke en strafwetten leiden tot de stopzetting van de functies;

7° wanneer een onverenigbaarheid is vastgesteld en geen enkel beroep bedoeld in artikel 50 werd ingediend of het personeelslid weigert, na de uitputting van de procedure, een eind te maken aan een onverenigbare activiteit. »

**Art. 87.** In artikel 197, punt 2, van hetzelfde besluit worden het derde en vierde lid geschrapt.

**Art. 88.** In hetzelfde besluit worden een hoofd XII**bis** ingevoegd, luidend als volgt :

“HOOFDSTUK XII**bis**. — *Onmogelijkheid van gebruik als oppositie van de clausules die strijdig zijn met het statuut*”

Artikel 197**bis**. Iedere bepaling in een aanstellingsakte of in een arbeidsreglement die strijdig is met de dwingende wettelijke bepalingen in dit decreet of met dit statuut, kan niet als verzet aangevoerd worden. »

**Art. 89.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 203**bis** ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 203**bis**. Voor de toepassing van artikel 16, 1°, worden geacht houder te zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs voor het ambt van psycho-pedagogisch consultant, de leden van het tijdelijk technisch personeel die gerangschikt zijn in de eerste groep bedoeld in artikel 20, § 1, 1., die tot de stage toegelaten of vast benoemd zijn in dit ambt vóór de inwerkingtreding van dit decreet en op grond van het licentiaatsdiploma van :

1° opvoedingswetenschappen;

2° pedagogische wetenschappen. »

**Art. 90.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 203**ter** ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 203**ter**. Voor de toepassing van artikel 16, 1°, worden eveneens gelijkgesteld met het vereiste bekwaamheidsbewijs voor het ambt van psycho-pedagogisch consultant, de licentiaatsdiploma's :

1° psychologie;

2° beroepsoriëntatie en -selectie;

3° psychologische en pedagogische wetenschappen;

4° psychologische wetenschappen;

5° toegepaste psychologie;

6° klinische psychologie;

7° psycho-pedagogische wetenschappen. »

**Art. 91.** Artikel 210bis van hetzelfde besluit, zoals ingevoegd door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1996, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 210bis. Het lid van het technisch personeel dat uiterlijk op 15 oktober 1996 vast benoemd is in een wervingsambt kan genieten van een reffectatie, van een tijdelijke terugroeping in actieve dienst of van een mutatie in een betrekking van het wervingsambt dat hem heeft toegelaten tot het selectieambt waarin hij vast benoemd is.

Het aldus gereffecteerd lid van het technisch personeel, dat tijdelijk in actieve dienst is teruggeroepen of geniet van een mutatie, behoudt het voordeel van zijn loonschaal.

Het in het eerste lid bedoelde lid van het technisch personeel kan worden benoemd in een bevorderingsambt onder dezelfde voorwaarden als het lid van het technisch personeel dat vast benoemd is in het wervingsambt dat hem toelaat tot het selectieambt waarin hij vast benoemd is. »

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aan de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra*

**Art. 92.** In artikel 3, § 2, van de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra, zoals vervangen door het koninklijk besluit nr. 467 van 1 oktober 1986 en gewijzigd door het decreet van 15 november 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt geschrapt;

2° in het derde lid, dat het tweede lid wordt, worden de woorden "of een psycho-pedagogisch werker" geschrapt;

3° er wordt tussen het vijfde en zesde lid, die het vierde en vijfde lid worden, het volgende lid ingevoegd :

« Mits afwijking toegestaan door de Regering kan de in het derde lid bedoelde aanvullende groep van drie personeelsleden bestaan uit een psycho-pedagogisch werker, voorzover dat deze aanvullende groep reeds een psycho-pedagogisch consultant telt. In dit geval mag de aanvullende groep van drie personeelsleden geen paramedisch werker tellen. » ;

4° in het zesde lid worden de woorden "met toepassing van het vorig lid" vervangen door de woorden "met toepassing van het vierde of vijfde lid";

5° in het zevende lid worden de woorden "bij gebrek aan regeringsbeslissing op die dag, wordt de afwijking geacht niet te zijn toegestaan. » geschrapt;

6° in het negende lid worden de woorden "bedoeld in het vijfde lid" vervangen door de woorden "bedoeld in het vierde of vijfde lid";

7° het laatste lid wordt geschrapt.

**Art. 93.** In artikel 4, § 2, van dezelfde wet, zoals ingevoegd door het koninklijk besluit nr. 467 van 1 oktober 1986 en gewijzigd door het decreet van 15 november 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt geschrapt;

2° in het derde lid, dat het tweede lid wordt, worden de woorden "of een psycho-pedagogisch werker" geschrapt;

3° er wordt tussen het vijfde en zesde lid, die het vierde en vijfde lid worden, het volgende lid ingevoegd :

« Mits afwijking toegestaan door de Regering kan de in het derde lid bedoelde aanvullende groep van drie personeelsleden bestaan uit een psycho-pedagogisch werker, voorzover dat deze aanvullende groep reeds een psycho-pedagogisch consultant telt. In dit geval mag de aanvullende groep van drie personeelsleden geen paramedisch werker tellen. » ;

4° in het zesde lid worden de woorden "met toepassing van het vorig lid" vervangen door de woorden "met toepassing van het vierde of vijfde lid";

5° in het zevende lid worden de woorden bij gebrek aan regeringsbeslissing op die dag, wordt de afwijking geacht niet te zijn toegestaan. » Geschrapt;

6° in het negende lid worden de woorden "bedoeld in het vijfde lid" vervangen door de woorden "bedoeld in het vierde of vijfde lid";

7° het laatste lid wordt geschrapt.

**Art. 94.** In dezelfde wet wordt een artikel 10 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 10. In afwijking van artikel 3, § 2, zesde en zevende lid, kan een afwijking worden toegestaan die ingaat op 1 september 2002 met toepassing van artikel 3, § 2, vijfde lid, voorzover de aanvraag uiterlijk tegen 1 mei 2002 wordt ingediend.

De Regering spreekt zich uiterlijk tegen 1 juli 2002 uit over de aanvraag tot afwijking. »

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 13 juni 1976 tot regeling van de toekenning van een toelage aan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel van het rijksonderwijs die tijdelijk aangesteld zijn in een selectie- of bevorderingsambt*

**Art. 95.** In het opschrift van het koninklijk besluit van 13 juni 1976 tot regeling van de toekenning van een toelage aan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel van het rijksonderwijs die tijdelijk aangesteld zijn in een selectie- of bevorderingsambt worden de woorden "het rijksonderwijs" vervangen door de woorden "het onderwijs van de Franse Gemeenschap en aan de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap".

**Art. 96.** In artikel 1 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "het rijksonderwijs" worden vervangen door de woorden "het onderwijs van de Franse Gemeenschap";

2° de woorden "alsook het lid van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap dat vast benoemd is," worden ingevoegd tussen de woorden "van het paramedisch personeel" en de woorden "geniet een toelage".



HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen aan het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 11 september 1990 tot regeling van de toekenning van een toelage aan de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, die tijdelijk aangesteld worden in een beter bezoldigd ambt dan dat waarin zij vast benoemd zijn*

**Art. 97.** Het opschrift van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 11 september 1990 tot regeling van de toekenning van een toelage aan de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, die tijdelijk aangesteld worden in een beter bezoldigd ambt dan dat waarin zij vast benoemd zijn, wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 11 september 1990 tot regeling van de toekenning van een toelage aan de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs en aan de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, die tijdelijk aangesteld worden in een beter bezoldigd ambt dan dat waarin zij vast benoemd zijn. »

**Art. 98.** In artikel 1 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden „ vast benoemd,“ worden vervangen door de woorden „, vast benoemd of in vast verband aangesteld,“;

2° de woorden „alsook het lid van het technisch personeel van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra, die vast benoemd of in vast verband zijn aangesteld“ worden ingevoegd tussen de woorden „behoort“ en de woorden „, geniet buiten zijn wedde“.

**Art. 99.** In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden „vast benoemd“ vervangen door de woorden „vast benoemd of in vast verband aangesteld“;

2° § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Het dagelijks bedrag van de toelage die is toegekend aan het in artikel 1 bedoeld personeelslid wordt verkregen door het bedrag dat wordt bepaald met toepassing van § 1 te delen door 300 voor de personeelsleden van het onderwijs en door 360 voor de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra. »

3° § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. De toelage wordt maandelijks na het vervallen van de termijn betaald. Het jaarbedrag mag niet meer bedragen dan 300/300 per schooljaar voor de personeelsleden van het onderwijs en 360/360 per dienstjaar voor de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra. »

#### HOOFDSTUK V. — *Opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 100.** Het hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 20 maart 1975 tot regeling van de organisatie der inspectie van de psycho-medisch-sociale centra en van de diensten voor studie- en beroepsoriëntering, omvattende artikelen 4 tot 7, zoals gewijzigd door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 27 januari 1999, wordt opgeheven.

**Art. 101.** Het koninklijk besluit van 14 juni 1985 tot regeling van de doorhaling van tuchtstraffen opgelegd aan de leden van het technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de gespecialiseerde rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de rijksvormingscentra en van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra wordt opgeheven.

**Art. 102.** Artikelen 1 tot 7 van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 27 juni 2001 tot wijziging, voor het dienstjaar 2001-2002, van sommige bepalingen van het administratief statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd door de Franse Gemeenschap worden opgeheven.

**Art. 103.** Dit decreet treedt in werking op 1 maart 2002.

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Gedaan te Brussel, op 31 januari 2002.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,

R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,

Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) Zitting 2001-2002.

*Documenten van de Raad.* — Ontwerpdecreet, nr. 230-1. — Commissieamendementen, nr. 230-2. — Verslag, nr. 230-3. Zittingamendementen, nr. 230-4.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Zitting van 22 januari 2002.